

#### **IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR**

##### **1) AGRICULTURE**

###### **i) Caractéristiques principales**

1. L'agriculture reste un secteur vital en Turquie, même si sa part dans l'économie a baissé sous l'effet d'un changement structurel favorisant les services et l'industrie.<sup>1</sup> L'agriculture primaire représentant 8,4% du PIB et 25,2% de l'emploi en 2010, ce qui indique que la productivité de la main-d'œuvre dans ce secteur était considérablement inférieure à ce qu'elle était dans le reste de l'économie. L'agriculture turque est toujours dominée par des exploitations familiales pratiquant une agriculture de semi-subsistance à petite échelle<sup>2</sup>, ce qui explique pourquoi la productivité de la main-d'œuvre est à la traîne (la plus faible de tous les pays de l'OCDE).<sup>3</sup> Pour que se poursuive l'intégration du vaste secteur informel (soit une grande partie de l'agriculture turque) dans l'économie de marché, il faut une réforme de fond de la politique agricole et une modernisation importante du secteur agricole.

2. La Turquie est l'un des plus gros producteurs agricoles mondiaux. La culture principale est le blé. Durant la période considérée, le pays était un importateur net de blé (autosuffisance supérieure à 90%) et de maïs (autosuffisance d'environ 80%) et un exportateur net d'orge.<sup>4</sup> Les autres cultures importantes sont les fruits et légumes, les noix, le tabac, le coton et le sucre. L'irrigation est utilisée pour la moitié environ des terres cultivées turques et l'agriculture représente quelque 75% de la consommation d'eau totale. Il ne fait presque aucun doute que l'agriculture aura à supporter l'essentiel de la charge de l'ajustement à la pénurie d'eau croissante.<sup>5</sup> La Turquie est l'un des principaux producteurs de lait au monde, avant tout pour la production nationale de fromage et de yoghourt. Bien que la Turquie ait des parcs d'engraissement et des fermes laitières, l'élevage est surtout extensif et à petite échelle. Pour les produits de l'élevage, la Turquie est plus ou moins autosuffisante. La fièvre aphteuse est endémique dans certaines régions du pays. La dernière épidémie date de 2009, d'après les autorités, et la région de la Thrace a été reconnue par l'OIE comme exempte de fièvre aphteuse, après une campagne de vaccination en mai 2010.

3. La Turquie reste un exportateur net de produits agricoles. Depuis le dernier examen, la part des échanges de produits agricoles (importations et exportations) dans le commerce des marchandises de la Turquie a augmenté (tableaux AI.1 et AI.3). Les principales exportations traditionnelles sont les noix (plus gros exportateur au monde), les fruits et les légumes et le tabac oriental. Le plus important marché pour les produits agricoles turcs est l'UE, suivie par les États-Unis. La Turquie a recours aux subventions à l'exportation pour un certain nombre de produits agricoles.

###### **ii) Cadre de la politique**

4. Dans le cadre des réformes structurelles de l'économie, suite à la crise financière turque de 2011, le gouvernement a lancé le Projet de mise en œuvre de la réforme agricole (ARIP), qui a

---

<sup>1</sup> L'ajustement structurel du secteur de l'agriculture a été plutôt spectaculaire au cours des dernières décennies; en 1980, la part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi était respectivement de 23% et 50%.

<sup>2</sup> La taille moyenne des trois millions d'exploitations agricoles que compte la Turquie est de cinq hectares et les terres sont souvent divisées en petites parcelles à cause des lois turques sur l'héritage (OCDE, 2011b).

<sup>3</sup> Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (non daté), p. 13.

<sup>4</sup> Office des céréales (2011).

<sup>5</sup> OCDE (2010a).

marqué un important recentrage de la politique, désormais axée sur la libéralisation de l'agriculture et sur une plus forte orientation de ce secteur vers le marché. Des mesures ont été prises pour abolir les instruments de soutien traditionnels (prix administrés pour les produits agricoles de base, crédits et autres subventions aux intrants) et les remplacer par un soutien direct des revenus, dont la mise en place a été atténuée par des aides transitoires.<sup>6</sup> L'ARIP a été retiré progressivement en 2008.

5. La politique agricole turque est régie par la Stratégie agricole 2006-2010, la Loi n° 5488 de 2006 sur l'agriculture et le Plan stratégie (2010-2014), qui ont été adoptés en vue, entre autres choses, d'aligner plus étroitement la politique agricole de la Turquie sur la Politique agricole commune (PAC) de l'UE. Les principaux objectifs de la politique agricole turque sont les suivants: garantir la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la hausse du niveau d'autosuffisance pour certains produits dont la Turquie est un importateur net; améliorer la productivité et la compétitivité; asseoir la durabilité des revenus agricoles; assurer le développement rural; et renforcer la capacité institutionnelle. La Loi sur l'agriculture prévoit la poursuite de la politique de soutien direct des revenus amorcée dans le cadre de l'ARIP (45%) et spécifie la mise en place d'instruments complémentaires pour soutenir l'agriculture: des primes de complément (13%); des versements compensatoires et transitoires (5%); l'aide à l'élevage (12%); l'assurance-récolte (5%); l'aide au développement rural (10%); des versements pour la protection de l'environnements (5%); et d'autres mesures de soutien (5%).<sup>7</sup> Les versements effectivement réalisés ont été très différents de ces objectifs étant donné que la Turquie a peu à peu abandonné le soutien direct des revenus au profit des primes de complément et d'autres mesures de soutien, principalement des versements par superficie. Pour 2010, les crédits budgétaires pour le soutien de l'agriculture ont été ventilés comme suit: soutien par superficie (38%)<sup>8</sup>, primes de compléments (32%), aide à l'élevage (22%), aide au développement rural (3%), assurance-récolte (1,25%), versements compensatoires (1,35%) et autres mesures (2,4%).

6. Depuis le dernier examen, la Turquie a modifié sa stratégie de développement rural. En plus de l'accent qu'il met traditionnellement sur les projets d'infrastructure, le développement rural englobe désormais des objectifs tels que la diversification des revenus (par exemple grâce au tourisme agricole), le développement des ressources humaines et la préservation de l'environnement. Le développement rural est essentiel en Turquie, étant donné que la majorité de la main-d'œuvre rurale est employée par le secteur agricole et que l'éducation et les compétences font défaut. Dans le cadre du partenariat pour l'adhésion entre la Turquie et l'UE, un instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) a été établi, qui énonce les mesures à prendre par la Turquie pendant la période 2007-2013 pour se mettre en conformité avec la politique de développement rural et la PAC de l'UE.<sup>9</sup> L'IPARD identifie les secteurs clés dans lesquels il faut agir davantage pour les rendre compatibles avec les réglementations communautaires (produits laitiers et produits carnés, fruits et légumes et produits de la pêche). Les mesures dans le cadre de l'IPARD (cofinancées par l'UE) incluent une aide à l'investissement pour moderniser la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles; le renforcement des capacités et une aide pour les groupements de producteurs; des mesures environnementales et des mesures de diversification. En 2010, la Turquie a adopté un nouveau Plan national de développement rural (2010-2013), qui est axé sur l'emploi rural, les ressources humaines et la pauvreté, l'établissement et l'infrastructure, l'environnement et les ressources naturelles. Les projets impliquent un cofinancement des bénéficiaires pour leur permettre de mobiliser les ressources du secteur privé.

<sup>6</sup> OMC (2003) et (2007).

<sup>7</sup> Les chiffres donnés entre parenthèses correspondent aux crédits budgétaires prévus pour 2010 dans la Stratégie agricole.

<sup>8</sup> Le soutien par superficie englobe un certain nombre de mesures, telles que les subventions aux intrants, l'aide à la culture des noisettes, l'aide à l'agriculture biologique et l'analyse des sols.

<sup>9</sup> Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (non daté).

7. Le cadre institutionnel et réglementaire de la Turquie dans le secteur agricole est complexe. Un grand nombre d'institutions participent à la mise en œuvre de la politique agricole, certaines d'entre elles (dont des entreprises agricoles d'État, l'Office du sucre et l'Office de réglementation des marchés du tabac et de l'alcool) ayant compétence pour réglementer les marchés agricoles. Outre le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, récemment restructuré, plusieurs agences sont chargées d'attribuer les versements d'aide ou les crédits subventionnés aux agriculteurs; c'est le cas de la Banque agricole de Turquie (Ziraat Bank), les coopératives de crédit agricole et les unions de coopératives de vente de produits agricoles. Une des caractéristiques de l'agriculture turque est son vaste réseau de coopératives, qui englobe des coopératives de production (par exemple des coopératives pour l'irrigation et pour la betterave sucrière) et des coopératives de crédit et de commercialisation.

### iii) Mesures à la frontière

8. Les droits NPF appliqués par la Turquie aux produits agricoles, de 46,5% en moyenne en 2011, sont généralement plutôt élevés si on les compare aux droits appliqués aux produits non agricoles (définition OMC) (tableau III.1). Les droits de douane appliqués les plus élevés concernent la viande et les animaux vivants, suivis par les produits laitiers (graphique III.2). Les restrictions à l'importation maintenues à des fins SPS pour la viande et les animaux vivants depuis 1996 ont été assouplies en 2010 (chapitre III 3) iii)). En 2010-2011, la Turquie a autorisé des importations sous contingent de viande de bœuf et de bétail de boucherie.<sup>10</sup> Les droits de douane appliqués sont relativement bas pour les intrants de production et les matières premières telles que le coton, les graines oléagineuses ou les semences et les animaux de rente. Les droits de douane appliqués à certains produits de base comme le blé, le riz et la viande rouge ont été ajustés à titre temporaire pour répondre aux conditions de l'offre et de la demande sur le marché intérieur. La Turquie a une certaine marge de manœuvre à cet égard, compte tenu de l'écart important entre les droits appliqués et les droits consolidés (graphique III.2).

9. Les droits NPF appliqués aux produits agricoles transformés ont une composante agricole et une composante industrielle: cette dernière est assujettie au tarif extérieur commun de l'UE en vigueur. Pour les importations en provenance de l'UE, la composante industrielle est en franchise de droits, tandis que la composante agricole est assujettie à des droits préférentiels. De plus, des contingents en franchise de droits s'appliquent aux importations de certains produits agricoles transformés en provenance de l'UE.

10. La Turquie n'a pas pris d'engagements en matière de contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC mais maintient de nombreux contingents tarifaires en vertu d'accords préférentiels (tableau AIII.5). Le gouvernement a également eu recours à des contingents tarifaires unilatéraux comme instrument de politique commerciale visant à faciliter les importations. Le Ministère de l'économie est responsable des procédures de licences pour les contingents tarifaires. Ceux-ci sont généralement attribués dans l'ordre de présentation des demandes et/ou en fonction des résultats passés, conformément aux communiqués publiés dans le Journal officiel. En vertu de la méthode des résultats passés, une partie du contingent tarifaire est attribué de manière égale aux requérants et le reste est attribué en tenant compte, entre autres choses, des résultats à l'importation et des taux de production et de consommation de l'importateur/du producteur. Aucune imposition ou redevance ne doit être acquittée pour présenter une demande d'attribution de contingents tarifaires.

---

<sup>10</sup> Des contingents tarifaires ont été ouverts pour 7 500 tonnes de viande de bœuf à un taux contingentaire de 25% et pour 16 000 tonnes de bétail de boucherie vivant à un taux de droit d'importation de 10%. Un contingent en franchise de droits équivalant à 100 000 tonnes d'animaux vivants de l'espèce bovine (à l'exclusion des reproducteurs de race pure) a été attribué à l'Office de la viande et du poisson jusqu'à fin 2011.

**iv) Programmes nationaux****a) Soutien direct des revenus**

11. Le soutien direct des revenus a été introduit initialement en 2001 pour aligner le système turc d'aide agricole sur le "régime de paiement unique" dans le cadre de la PAC réformée de l'UE. Les versements aux agriculteurs turcs visaient à compenser en partie leurs pertes de revenus découlant du retrait des prix administrés (c'est-à-dire des prix minimum garantis). Les versements étaient fixés à un taux uniforme, jusqu'à un plafond de 50 hectares, et n'étaient pas assortis de l'obligation de produire quoi que ce soit afin de recevoir le versement. Ces mesures peuvent contribuer à réduire les distorsions dans le secteur agricole puisqu'elles ne sont pas liées au type de culture ou au volume de la production. Le programme du soutien direct des revenus couvrait deux tiers environ de la superficie agricole de la Turquie en 2008, mais a été retiré progressivement en 2009. Le Système national d'enregistrement des agriculteurs avait été établi pour mettre en œuvre le programme de soutien direct des revenus. L'OCDE note qu'un registre "précis, fiable et transparent" est essentiel pour le fonctionnement des versements directs et des autres versements par superficie.<sup>11</sup> Il apparaît toutefois que la méconnaissance des versements découplés, les retards dans les versements et d'autres problèmes ont rendu le régime du soutien direct des revenus impopulaire auprès des agriculteurs. Les autorités indiquent que la politique agricole turque est en cours de transition et que le gouvernement prévoit de proposer des versements directs dans le futur, même si le modèle de soutien agricole appliqué par l'UE sera adopté après l'adhésion de la Turquie, qui prend des mesures en ce sens. Les autorités estiment que la Stratégie d'identification des terres agricoles et le Système national d'enregistrement des agriculteurs permettront au pays de satisfaire aux normes du Système d'identification des parcelles agricoles (LPIS) et de renforcer sa capacité pour mettre en œuvre des mesures de soutien découplées.<sup>12</sup>

12. La plupart des programmes agricoles nationaux de la Turquie offrent des incitations aux producteurs au moyen d'instruments tels que les primes de complément ou les subventions aux intrants, afin de stimuler la production de certaines cultures et de certains produits de l'élevage dont le pays est un importateur net. Pour les cultures excédentaires, le gouvernement tend à favoriser la gestion de l'offre grâce à des contrôles de la production ou des versements incitatifs encourageant les agriculteurs à passer à d'autres cultures. Il existe également des programmes d'achats d'intervention mis en œuvre par des entreprises d'État (voir section suivante).

**b) Primes de complément**

13. Le programme de primes de complément a un effet sur la production similaire à celui d'un système de prix administrés en ce qu'il garantit aux producteurs un prix minimum. Durant la période considérée, les primes de complément ont été accordées principalement pour le blé, le coton, les tournesols, le maïs, le thé, l'orge et le lait (tableau AIV.1). Les primes de complément prennent la forme de versements de primes par unité de production et ont énormément varié d'une année à l'autre. Les montants des versements sont déterminés en fonction des coûts de production, des conditions du marché et de considérations budgétaires. Les semences de tournesols, les fèves de soja, le colza, le carthame, l'huile d'olive, les graines de coton et le thé sont les produits admis à bénéficier des primes de complément en 2011. En 2010, un nouveau programme de primes de complément a été mis en place dans le cadre duquel les versements par kilo ou tête de bétail sont répartis entre les 30 régions

<sup>11</sup> OCDE (2011b).

<sup>12</sup> Le gouvernement prévoit en outre d'établir un Système intégré de contrôle administratif (IACS), un outil utilisé par l'UE pour gérer le système des versements aux terres agricoles et d'autres instruments de la Politique agricole commune.

agricoles de la Turquie (programme de soutien par bassin agricole). La législation pertinente exige du Cabinet qu'il détermine "les bassins agricoles dans lesquels la production agricole doit être concentrée, soutenue, organisée et spécialisée en fonction des conditions écologiques des régions". Le programme a pour objectif d'augmenter la productivité, les cultures à produire étant déterminées en fonction des conditions écologiques les mieux adaptées. Les limites de ces 30 bassins agricoles ont été établies en 2009, sur la base d'un modèle élaboré par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage.

c) Subventions aux intrants

14. Les subventions aux intrants incluent des prêts à des conditions libérales et une aide à l'élevage (voir ci-dessous) (tableau AIV.1). Les prêts à des conditions libérales comportent un élément de subvention allant de 25% à 100%.<sup>13</sup> Des subventions pour le carburant diesel et pour les engrais ont été introduites en 2007 pour les bénéficiaires du soutien direct des revenus. Bien que les versements au titre du soutien direct des revenus aient été interrompus, les subventions pour le carburant diesel et pour les engrais se poursuivent. Les subventions sont versées en fonction de la superficie en hectares et varient d'une culture à l'autre. Les versements pour le carburant diesel sont de 2 à 5 livres par hectare pour les fruits et les légumes, et de 60 livres par hectare pour les cultures industrielles; les versements pour les engrais sont, respectivement, de 3 à 5 livres par hectare et de 60 livres par hectare. L'assurance pour les récoltes et le bétail en cas de catastrophe naturelle a été introduite en 2006; les primes sont subventionnées à hauteur de 50% (Loi n° 5363 de 2005 sur l'assurance agricole).

d) Aide à l'élevage

15. Le soutien interne pour l'élevage inclut des primes incitatives pour le lait livré aux laiteries (primes de complément), une aide pour le bétail de rente importé aux fins de l'"amélioration du cheptel" (tableau AIV.1), une aide pour l'insémination artificielle et des primes pour les cultures fourragères. Dans le cadre du programme de promotion de l'investissement (chapitre III 1) iv) et 3) i)), qui fixe des objectifs régionaux et horizontaux pour l'économie turque en général, certains investissements dans l'agriculture primaire peuvent bénéficier d'incitations (exemptions tarifaires et fiscales, subventions de taux d'intérêt). Les investissements admissibles incluent les fermes laitières possédant au moins 150 têtes de bétail et fabriquant des produits laitiers, intégrées à une unité de production de fourrage et/ou à des entrepôts frigorifiques; les parcs d'engraissement (comptant au moins 150 têtes de bétail par période d'engraissement) intégrés à un abattoir et à un entrepôt frigorifique et/ou à une unité de production de fourrage et/ou à une unité de production de viande; et la culture de champignons.<sup>14</sup>

e) Contrôle de la production

16. Dans le cadre de l'ARIP, des versements transitoires uniques ont été accordés aux producteurs de noisettes et de tabac pour régler le problème des excédents structurels et encourager les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures (déficitaires), telles que les graines oléagineuses, les cultures fourragères et le maïs. Les mesures de contrôle de la production du thé assorties de versements pour la compensation de revenus (à savoir des versements pour l'élagage, après lequel la

---

<sup>13</sup> Les activités pouvant bénéficier des prêts à des conditions libérales incluent les bonnes pratiques agricoles, l'agriculture biologique, la production de semences certifiées, la recherche-développement agricole, l'élevage de bovins laitiers, l'irrigation, la mécanisation (à l'exception des tracteurs et des moissonneuses), l'horticulture sous serre, les cultures médicinales, les unités de traite et les bacs de refroidissement.

<sup>14</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/186/TUR, 2 mars 2010.

production de feuilles de thé baisse) ont expiré en août 2011. Étant donné que les mesures prises précédemment pour contrôler la production de noisettes se sont révélées inefficaces, d'après l'OCDE, les producteurs de noisettes ont reçu des versements jusqu'en 2009 sur la base d'une superficie fixe (1 500 livres par hectare et par an).<sup>15</sup> La production de betteraves sucrières est soumise à restriction au moyen d'un contingent national pour le sucre (2,2 millions de tonnes en 2011). Le contingent est déterminé chaque année par l'Office du sucre et attribué aux sucreries.

f) Mesures de protection de l'environnement

17. Les questions environnementales, notamment l'érosion des sols et la surexploitation des ressources en eau due à une mauvaise gestion de l'eau, sont devenues un problème pour l'agriculture turque, comme le relèvent la Stratégie agricole et la Stratégie de développement rural de la Turquie. Depuis 2005, des versements au titre de la protection de l'environnement ont été effectués dans le cadre du Programme de protection écologique des terres agricoles (ÇATAK), pour offrir une compensation aux agriculteurs qui gèlent des terres et utilisent des techniques de conservation des sols dans les régions vulnérables d'un point de vue écologique (voir l'entrée "compensation foncière" dans le tableau AIV.1).<sup>16</sup> Les versements par superficie vont de 300 livres à 1 350 livres par hectare. L'agriculture biologique et les "bonnes pratiques agricoles" visant, entre autres choses, à protéger les ressources naturelles et à garantir la traçabilité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, reçoivent également une aide. L'aide au titre des bonnes pratiques agricoles s'élève à 200 livres par hectare pour les fruits et les légumes, à 800 livres par hectare pour les serres et à 250 livres par hectare pour l'agriculture biologique.

v) Entreprises agricoles d'État

18. Certaines entreprises agricoles d'État continuent de jouer un rôle dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles et pour soutenir et réglementer, au nom du gouvernement, certains marchés de produits agricoles de base, même si, globalement, l'importance des entreprises d'État a diminué. Les entreprises d'État incluent l'Office des céréales (TMO), l'Entreprise sucrière nationale (TŞFAŞ), la Société du tabac, des produits du tabac, des sels et alcools (TTA), l'Office de la viande et du poisson (EBK) et la Direction générale des industries du thé (ÇAYKUR) (tableau III.19). Les transferts budgétaires destinés à couvrir les dettes et les "pertes sur droits" des entreprises d'État ont été considérables (tableau AIV.1). La TTA<sup>17</sup> et la TŞFAŞ sont en cours de privatisation, tandis que le TMO (pour les céréales) et l'EBK (pour la transformation de la viande) sont restructurées pour devenir des organismes payeurs conformément au programme d'harmonisation de l'UE.

19. La plupart des prix administrés, y compris pour les céréales et le riz paddy, ont été supprimés dès 2002. Cependant, quelques-unes des entreprises d'État, comme le TMO, continuent d'imposer des prix d'achat/d'intervention qui, selon les autorités, sont fixés par le conseil d'administration concerné en tenant compte des conditions du marché. À l'exception de l'opium, les entreprises d'État n'agissent pas en tant qu'acheteur ou vendeur unique sur le marché intérieur, et ne détiennent pas non plus un monopole sur les exportations.<sup>18</sup> Le TMO avait une part de marché maximale de 18% durant la

<sup>15</sup> OCDE (2011b).

<sup>16</sup> Loi n° 5403 sur la conservation et l'utilisation des sols. Voir OMC (2007).

<sup>17</sup> Anciennement TEKEL; l'unité de production de tabac de TEKEL a été privatisée en 2008 (OCDE, 2011b).

<sup>18</sup> Le TMO a pour responsabilité d'acheter et d'exporter la totalité de la production d'opium de la Turquie aux prix annoncés par une décision du Conseil des ministres.

période 2007-2010 en termes d'achat de la production annuelle de blé de la Turquie (17% pour l'orge et 19% pour le maïs).<sup>19</sup>

20. L'OCDE indique que les entreprises agricoles d'État ont systématiquement bénéficié de versements du Trésor destiné à combler la différence entre les prix d'achat/d'intervention et les prix d'exportation (pertes dues aux "obligations de service") (tableau AIV.1).<sup>20</sup> L'article 35 du Décret n° 233 dispose qu'il peut y avoir une "perte due aux obligations de service" i) lorsque les entreprises d'État se voient confier une tâche (obligation de service) en rapport avec leurs activités par le Conseil des ministres et qu'une perte survient ou un bénéfice est sacrifié en raison de cette tâche; et ii) lorsque les prix des marchandises et des services produits par les entreprises d'État sont déterminés par le Conseil des ministres et que ces prix sont inférieurs aux prix de revient. Les autorités affirment qu'aucune subvention à l'exportation n'a été mise en œuvre par des entreprises d'État. Elles signalent que les pertes enregistrées par les entreprises d'État découlent de différentes "obligations de service", y compris les achats et ventes de noisettes.

21. Le TMO vend le blé turc aux fabricants nationaux de farine et de pâtes aux prix pratiqués sur le marché mondial et dans des volumes correspondant à leurs exportations de farine et de pâtes; il exporte les stocks d'excédents au moyen d'appels d'offres ouverts internationaux (conformément au Règlement sur les soumissions de l'Office des céréales).<sup>21</sup> Le TMO a aussi pour tâche de détenir des stocks d'urgence (Décret n° 2006/10506). Ces activités ont entraîné des pertes dues aux obligations de service, étant donné que les prix du blé sur le marché intérieur ont été considérablement plus élevés que les prix sur le marché mondial.<sup>22</sup>

22. Dans le secteur du tabac, la part des exportations de TEKEL/TTA (par rapport au secteur privé) a varié entre 29% et 68% en termes de volume durant la période 2007-2010. La TTA ne passe pas de contrats pour la production de tabac et n'achète pas de tabac auprès d'autres entreprises. Les prix d'exportation de la ÇAYKUR pour le thé sont déterminés par son conseil d'administration sur la base des prix pratiqués sur le marché mondial. Les fabricants qui utilisent du sucre comme matière première ont le droit d'acheter la production nationale de sucre aux prix du marché mondial (sucre C).

#### vi) Mesures à l'exportation

23. La Turquie maintient un programme de subventions à l'exportation pour les produits agricoles dans le but de développer son potentiel d'exportation des produits agricoles transformés à valeur ajoutée.<sup>23</sup> Seize groupes de produits sont admis à bénéficier de subventions à l'exportation (tableau AIV.2). Les engagements pris par la Turquie dans le cadre de l'OMC concernant la réduction des subventions à l'exportation portent sur 44 groupes de produits (au niveau à quatre chiffres du SH).<sup>24</sup> Les subventions à l'exportation sont accordées sous la forme de réductions des dettes

<sup>19</sup> Les prix d'achat (intervention) et de vente du TMO sont déterminés en tenant compte des "coûts de production, du taux d'inflation, du volume de la production, de l'évolution des marchés mondiaux, des prix de l'année précédente et de la durabilité de la production". Voir Office des céréales (2011).

<sup>20</sup> OCDE (2011b), p. 43.

<sup>21</sup> Au Comité de l'agriculture, la Turquie a répondu des questions relatives à la mise en œuvre de ses engagements concernant les exportations de farine de blé (document de l'OMC G/AG/R/51, 6 juin 2008).

<sup>22</sup> Direction générale des entreprises d'État (2008), p. 84. Voir également les renseignements en ligne du Sous-Secrétariat au Trésor, "Statistiques relatives aux entreprises d'État". Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymouse?NavigationTarget=navurl://263c93ab665e5050055e7fe7606abf8f&LightDTNKnobID=-1969438794>.

<sup>23</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/186/TUR, 2 mars 2010.

<sup>24</sup> Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/countries\\_f/turkey\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/turkey_f.htm).

contractées par les exportateurs vis-à-vis de sociétés publiques (par exemple la déduction d'impôts ou de factures de télécommunication ou d'électricité). Les restitutions à l'exportation sont déterminées par un décret annuel et administrées par le Ministère de l'économie; les marchandises doivent être d'origine turque et de qualité commercialisable. Toutes les destinations sont admissibles, y compris vers l'UE.

24. Les exportateurs de produits agricoles peuvent bénéficier des crédits à l'exportation disponibles de manière générale (chapitre III 2) iv)). Des taxes à l'exportation sont perçues sur les noix et les peaux brutes (chapitre III 2) ii)). La Turquie interdit l'exportation d'un certain nombre de produits agricoles (tableau III.14). Des licences d'exportation s'appliquent au sucre et aux aliments pour animaux à des fins de surveillance (tableau III.15).

### vii) Évolution de l'aide et de la protection

25. Cet aperçu de l'aide et de la protection octroyées à l'agriculture turque repose en grande partie sur les données et l'analyse établies par l'OCDE, étant donné que la Turquie n'a pas présenté à l'OMC de notifications concernant le soutien interne et les subventions à l'exportation depuis 2002. Les Membres ont exprimé des préoccupations au sujet des notifications en suspens de la Turquie au Comité de l'agriculture.<sup>25</sup> Depuis le précédent examen, la Turquie a renoncé à sa politique de soutien direct des revenus et a augmenté sensiblement le niveau de soutien des prix du marché, des primes de complément et d'autres instruments de soutien visant à stimuler la production, notamment pour les produits dont la Turquie est un importateur net.<sup>26</sup>

26. Le soutien des prix du marché reste le principal instrument d'aide à l'agriculture turque: il englobe toutes les mesures qui haussent le prix intérieur par rapport au prix à la frontière du produit concerné, y compris les mesures à la frontière (droits de douane, contingents tarifaires et autres restrictions à l'importation); les prix d'intervention et les subventions à l'exportation. Durant la période considérée, 80% environ de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP)<sup>27</sup> a été un soutien des prix du marché destiné à stimuler la production, qui a poussé les prix intérieurs des marchandises au-dessus des prix internationaux et "taxé" les consommateurs turcs d'une manière peu transparente pour eux (les 20% restants ont été des versements budgétaires au titre de programmes nationaux). Le soutien accordé par la Turquie aux prix du marché a augmenté ces dernières années, principalement parce que les prix intérieurs étaient plus élevés, et non parce que les prix internationaux étaient plus bas. Cependant, le soutien des prix du marché tend à être capitalisé dans la valeur des terres agricoles, ce qui fait que seule une petite part du soutien se traduit en revenus pour les agriculteurs; il fait également obstacle à l'expansion de la taille des exploitations et à la croissance de la productivité. De plus, le soutien des prix du marché brouille les signaux en termes de prix indiquant aux agriculteurs de répondre à la demande du marché et de produire des produits dans lesquels la Turquie a un avantage comparatif. Les mesures de la catégorie verte n'ont pas la priorité dans le budget agricole de la Turquie, même si, dans d'autres pays, l'expérience a montré que la recherche, la formation et la vulgarisation ont des effets positifs à long terme sur la productivité et la compétitivité.

<sup>25</sup> Document de l'OMC G/AG/R/60, 19 janvier 2011, page 6.

<sup>26</sup> La Turquie n'a pas pris d'engagements de réduction du soutien interne (MGS) au titre de l'Accord sur l'agriculture. Le plafond du soutien *de minimis* applicable est de 10% de la valeur de la production.

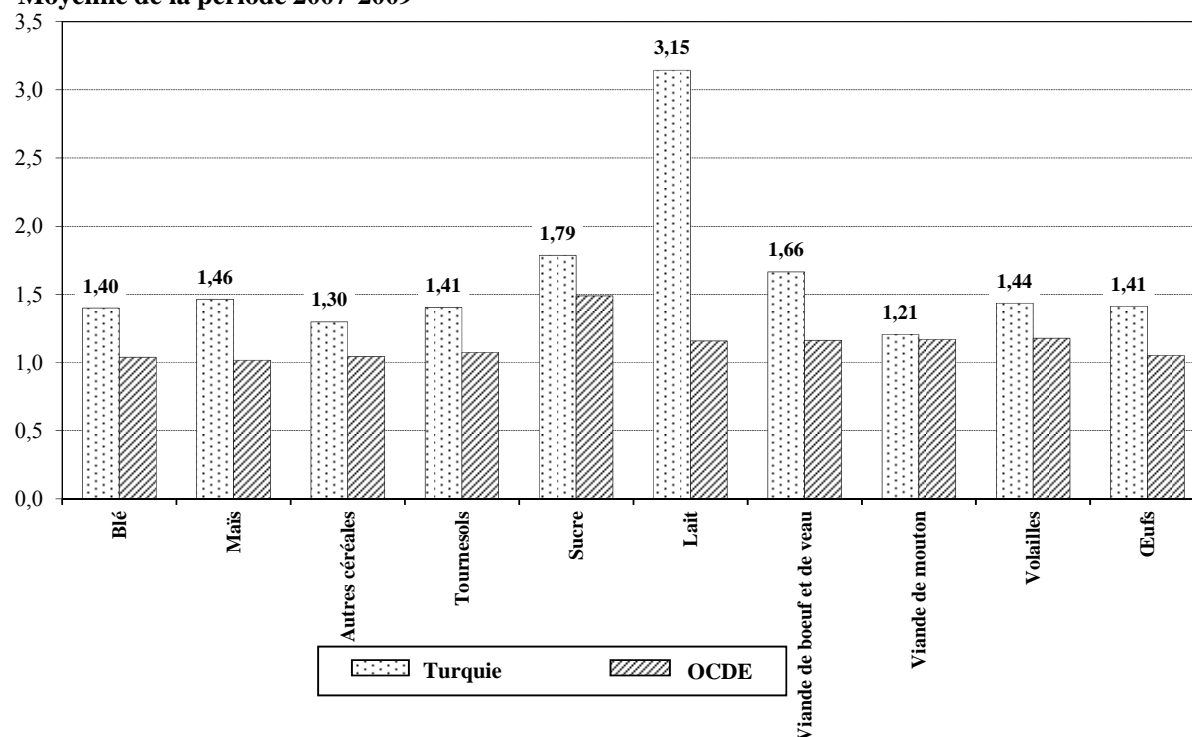
<sup>27</sup> L'ESP correspond au total annuel des transferts monétaires aux agriculteurs individuels (et non au secteur agricole en général) provenant: du soutien des prix du marché, principalement au moyen de mesures à la frontière mais aussi de l'aide alimentaire, des subventions à l'exportations (calculées sur la base de la différence entre le prix intérieur et le prix à la frontière); des versements aux agriculteurs; et des réductions d'impôts/de taxes (recettes sacrifiées).



27. Les coefficients de protection nominale de certains des principaux produits de base sont généralement plus élevés que la moyenne de l'OCDE, ce qui reflète les niveaux élevés du soutien des prix du marché en Turquie.<sup>28</sup> Le coefficient moyen était de 1,23 en 2010, ce qui signifie que les prix moyens payés aux producteurs étaient environ 23% plus élevés que les prix à la frontière (graphique IV.1).<sup>29</sup> Les taux de production effectifs peuvent être moindres pour les produits pour lesquels il y a une progressivité négative des droits de douane, ce qui est le cas, par exemple, des produits laitiers transformés, des produits carnés et des produits à base de céréales.

**Graphique IV.1**

**Coefficients de protection nominale pour certains produits agricoles de base**  
**Moyenne de la période 2007-2009**



Source: OCDE, Estimations du soutien au producteur et consommateur: base de données, 2010.

28. Globalement, malgré les fortes augmentations du soutien et de la protection pour ce secteur, l'agriculture turque est un peu moins orientée vers le marché. D'après l'OCDE, le niveau de soutien (ESP) en Turquie, exprimé en pourcentage des revenus bruts des exploitations, a reculé en termes relatifs, tombant de 38% en 2006 à 25% en 2008, avant de repasser à 28% en 2010, ce qui signifie que 28% des revenus des agriculteurs étaient dus aux politiques de soutien (aide financière, droits de douane et autres mesures de protection à la frontière).<sup>30</sup> Bien qu'au sein de l'OCDE, la tendance à long terme aille vers une baisse des niveaux de soutien (ESP en pourcentage), la Turquie a pris la direction opposée (graphique IV.2). L'ESP de la Turquie en pourcentage a été pendant longtemps inférieure à la moyenne de l'OCDE, mais elle lui est supérieure aujourd'hui. De plus, contrairement à

<sup>28</sup> Le prix moyen payé aux producteurs inclut les versements effectués en fonction de la production courante, comme les primes de compléments, qui ne sont pas pris en compte dans l'estimation du soutien des prix du marché.

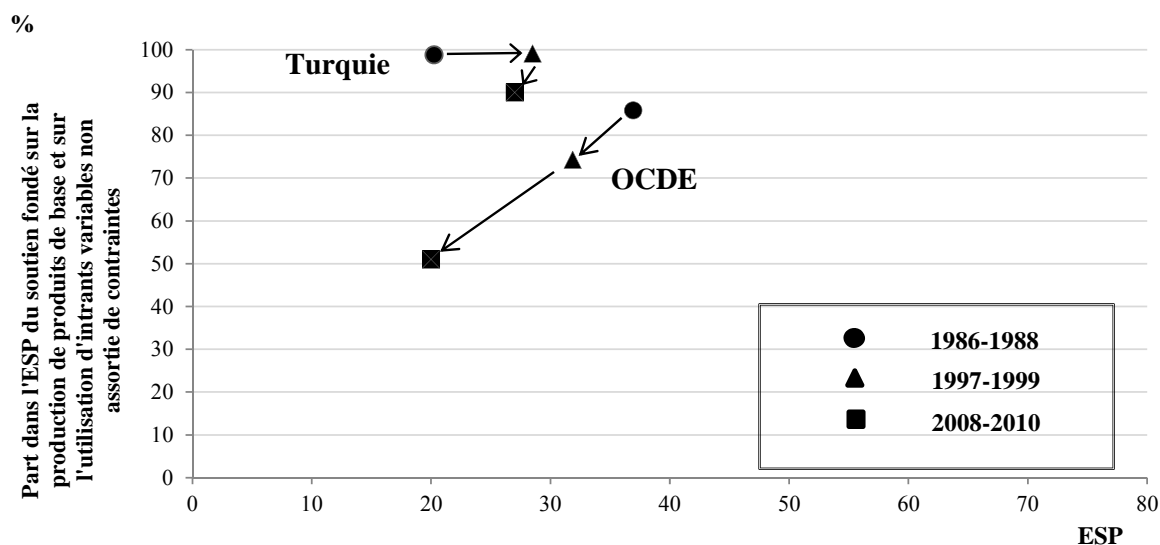
<sup>29</sup> OCDE (2011a).

<sup>30</sup> L'ESP en pourcentage est un indicateur utile pour les comparaisons dans le temps et entre pays, notamment parce qu'elle supprime l'effet de l'inflation.

la tendance de l'OCDE, la Turquie continue de fournir l'essentiel du soutien et de la protection de la manière qui a potentiellement le plus d'effets de distorsion des échanges (soutien lié à la production ou à l'utilisation d'intrants). La Turquie est devenue un cas particulier à l'OCDE étant donné que 1) la valeur de son soutien aux producteurs agricoles (en termes absolus et en pourcentage de la valeur de la production agricole) va en augmentant; et ii) une part croissante de son soutien est fournie sous des formes qui faussent le plus les échanges.

## Graphique IV.2

### Niveau et composition du soutien de la Turquie aux producteurs agricoles



**Note:** Le niveau de soutien est représenté par l'ESP en pourcentage. La composition du soutien est représentée par la part, dans les revenus bruts des exploitations, du soutien des prix du marché, des versements fondés sur la production et des versements fondés sur l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes.

**Source:** OCDE, Estimations du soutien au producteur et consommateur: base de données, 2010.

## 2) ÉNERGIE

29. La consommation d'énergie primaire de la Turquie s'est élevée à 80,5 millions de tonnes équivalent pétrole en 2009. Bien que la consommation ait baissé entre 2007 et 2008 du fait du ralentissement de l'activité économique, le marché turc de l'énergie a augmenté de 4% par an en moyenne au cours des dix dernières années. Les carburants fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel) constituent près de 90% de l'offre énergétique actuelle. Étant que la population turque est jeune et urbaine et que la consommation nationale par habitant est encore inférieure à la moyenne des pays industrialisés, la Turquie devrait connaître la croissance de la demande d'énergie, à moyen et long termes, la plus rapide de tous les membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).<sup>31</sup> D'ici 2020, la demande d'énergie primaire de la Turquie devrait atteindre 222 millions de tonnes équivalent pétrole.

30. L'augmentation projetée de la demande d'énergie nécessitera des investissements considérables pour élargir l'infrastructure énergétique. Puisque le secteur privé est censé ouvrir la voie au financement de ces investissements, le gouvernement turc a pris des mesures pour réduire son

<sup>31</sup> AIE (2009).

propre engagement du côté de l'offre et instaurer un cadre plus transparent, prévisible, libéralisé et concurrentiel pour les opérateurs à capitaux privés sur le marché de l'énergie. Entre 2001 et 2007, le Turquie a promulgué une nouvelle législation pour réformer le secteur de l'énergie, dont la Loi sur le marché de l'électricité (2001), la Loi sur le marché du gaz naturel (2001), la Loi sur le marché du pétrole (2003), la Loi sur le marché du GPL (2005), la Loi sur l'utilisation des énergies renouvelables pour la production d'électricité (2005), la Loi sur le rendement énergétique (2007), la Loi sur les ressources géothermiques et les eaux minérales naturelles (2007) et la Loi sur la construction et l'exploitation de centrales nucléaires et la vente d'énergie (2007). L'Autorité de réglementation du marché de l'énergie (EMRA) a été établie en 2001 pour assurer, de manière indépendante, la réglementation et la supervision du marché et de ses opérateurs. En dépit des efforts de réforme, le marché turc du pétrole et des produits pétroliers reste dominé par de grandes entreprises d'État ou anciennement d'État, à savoir la Société des pétroles turcs (TPAO), la Société turque de raffinage du pétrole (TÜPRAŞ) et la Société des oléoducs (BOTAŞ).

**i) Pétrole et produits pétroliers**

31. La Turquie a ses propres ressources de pétrole et de gaz naturel mais la production nationale ne couvre pas plus de 9% de ses besoins. Les ressources pétrolières de la Turquie sont détenues par l'État, qui octroie des licences pour la prospection et la production. La TPAO, qui appartient intégralement à l'État, représente presque 75% de la production nationale, le reste étant extrait par des sociétés d'amont indépendantes de taille plus réduite. Le pétrole brut importé (17,3 millions de tonnes en 2010) provient essentiellement de l'Iran, de la Fédération de Russie, de l'Arabie saoudite et de l'Irak.

32. La TÜPRAŞ, qui a été privatisée par étape en 2005 et 2006, contrôle la quasi-totalité de la capacité de raffinage en Turquie.<sup>32</sup> Cependant, l'EMRA a délivré des licences à deux entreprises pour la construction de nouvelles capacités de raffinage, ainsi que des licences de grossistes à 52 sociétés turques et étrangères. En 2010, les entreprises grossistes ont importé quelque 8,5 millions de tonnes de produits pétroliers. Cette même année, la Turquie a aussi importé 3,7 millions de tonnes de gaz de pétrole liquéfié, pour compléter la production nationale qui s'élevait à 650 000 tonnes.<sup>33</sup> À la fin 2010, l'EMRA avait octroyé des licences à près de 24 000 opérateurs pour l'exercice d'activités d'importation, de raffinage, de transport, de stockage, de commerce de gros ou de détail de produits pétroliers et de GPL. La fixation des prix des produits pétroliers a été libéralisée au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

33. L'objectif principal de la politique énergétique de la Turquie est de garantir la sécurité de l'approvisionnement. La capacité de détention de stocks reste limitée. En revanche, la Turquie a conclu des accords avec certains des plus gros fournisseurs mondiaux de pétrole et de gaz proches de son territoire. Les accords ont également renforcé le statut d'important pays de transit de la Turquie. Deux oléoducs internationaux majeurs traversent la Turquie: l'oléoduc Irak-Turquie, d'une capacité de débit de 1,4 million de barils par jour et l'oléoduc pour le transport de pétrole brut Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui peut transporter 1,2 million de barils par jour. D'autres projets d'oléoducs sont en cours d'examen.

**ii) Gaz naturel**

34. La consommation de gaz naturel de la Turquie a augmenté rapidement depuis que le gaz naturel a été introduit comme source d'énergie à l'échelle commerciale en 1987. En 2008, le gaz

<sup>32</sup> La TÜPRAŞ est actuellement une coentreprise entre Koç (51%) et Shell (49%).

<sup>33</sup> Le marché turc se caractérise notamment par l'utilisation du GPL comme carburant pour automobiles.

naturel a dépassé le pétrole et est devenu la principale source d'énergie primaire. Sur les 37,4 milliards de mètres cubes consommés en 2010, la moitié environ a été utilisée dans les centrales à gaz; les utilisateurs industriels et autres utilisateurs commerciaux en ont consommé 32%, tandis que les ménages ont consommé les 17% restants (chauffage urbain, gaz de cuisine, etc.). La production nationale de gaz naturel étant actuellement négligeable, le gaz est importé surtout dans le cadre de contrats à long terme (20 à 25 ans). La Turquie a conclu huit contrats de vente et d'achat avec six pays fournisseurs: la Fédération de Russie, le Turkménistan, l'Iran, l'Azerbaïdjan, l'Algérie et le Nigéria. Le gaz naturel provenant de la Fédération de Russie, de l'Iran et de l'Azerbaïdjan est transporté par gazoduc, tandis que le gaz provenant de l'Algérie et du Nigéria est transporté sous forme de GNL.<sup>34</sup> La Turquie maintient une connexion avec la Grèce à des fins d'exportation. Les projets de gazoducs planifiés pourraient contribuer à diversifier davantage les sources des importations de la Turquie et à renforcer son rôle en tant que pays de transit. Plus précisément, le projet de gazoduc Nabucco, qui apporte aux consommateurs de l'Europe centrale et de l'Est le gaz provenant de la mer Caspienne et, éventuellement, d'autres fournisseurs du Moyen-Orient, offre à la Turquie un rôle clé dans l'ouverture du quatrième corridor d'approvisionnement pour le gaz naturel à destination de l'Europe.

35. La Loi de 2001 sur le marché du gaz naturel avait pour objet d'harmoniser la législation turque avec l'acquis communautaire, de réduire le rôle de l'État dans le secteur et d'établir un marché du gaz réellement concurrentiel en Turquie, mettant ainsi un terme au monopole de la BOTAŞ. En dégroupant ses activités de transmission, de distribution et de commerce (avant 2011), l'intention avait été de privatiser les branches de stockage et de commerce de la BOTAŞ. La société d'État continuera d'exercer un monopole sur le réseau de transmission des gazoducs, des entreprises privées opérant en concurrence dans tous les autres segments du marché.

36. L'EMRA, l'autorité chargée des licences, des questions réglementaires et de la surveillance, a commencé à délivrer des licences aux opérateurs sur le marché du gaz naturel en novembre 2002 et avait délivré un total de 198 licences en mai 2010. Cependant, même si la Loi envisageait de limiter la part de tout importateur ou grossiste à 20% du marché au maximum avant 2009, la BOTAŞ domine toujours le marché du commerce de gros du gaz naturel. La BOTAŞ s'est vue offrir la possibilité de réduire sa part soit par un transfert de contrats, soit par des transferts de volumes vers des entreprises privées, mais le programme de cession de contrats a été lent à se mettre en place. Un appel d'offres pour un volume de 4 milliards de mètres cubes par an pour 15 ans (12% du volume actuel des importations) a été lancé en 2005. Les quatre sociétés dont les soumissions avaient été retenues avaient commencé d'importer du gaz avant avril 2009. Néanmoins, comme les fournisseurs ont rechigné à conclure des contrats avec des sociétés autres que la BOTAŞ, la part de celle-ci dans les importations de gaz de la Turquie était encore de 84% en 2010.<sup>35</sup>

37. La Turquie a obtenu des résultats nettement meilleurs dans ses efforts de déréglementation du côté de la distribution. Afin d'encourager l'utilisation du gaz naturel pour le chauffage urbain, la Turquie a été divisée en 60 régions de distribution, l'EMRA délivrant des licences de distribution au moyen d'un système d'enchères. Les soumissionnaires retenus se sont également engagés à investir dans l'extension des réseaux de distribution locaux. À l'exception de deux régions (Istanbul et Ankara), où la privatisation est en cours, la distribution du gaz naturel dans les villes de Turquie est désormais entre les mains du secteur privé. S'agissant de la production d'électricité, le processus de

<sup>34</sup> Bien que le contrat de 30 ans avec le Turkménistan ait été signé en 1999, sa mise en œuvre requiert encore l'établissement de régimes de transit et la construction de gazoducs.

<sup>35</sup> La Loi a été modifiée en 2008 pour libéraliser les importations ponctuelles et à long terme de GNL. En 2011, 26 sociétés (y compris BOTAŞ) avaient obtenu des licences d'importation pour le GNL.

privatisation pour la centrale à gaz de Hamitabat, détenue par la Société de production d'électricité (EÜAŞ), a débuté en 2011.

38. L'accès de tierces parties au réseau de distribution et de transmission est réglementé et non discriminatoire. Les opérateurs doivent démontrer à l'EMRA que leurs activités sont rentables et fiables. L'EMRA réglemente et approuve les tarifs de transmission et tous les tarifs du commerce de détail et continuera de réglementer les tarifs de stockage jusqu'à ce que le marché soit plus concurrentiel. Les tarifs fixés par les sociétés de distribution incluent le prix du gaz aux points de livraison payé aux fournisseurs et une taxe de service et d'amortissement, déterminée par leur soumission.

### iii) Charbon

39. La Turquie a d'importantes réserves prouvées de charbon, essentiellement du lignite.<sup>36</sup> Le charbon turc est absorbé avant tout par la production d'électricité (87%), mais du charbon extrait localement est également utilisé dans des processus industriels et pour le chauffage. La production de lignite de la Turquie a augmenté de près de 10 millions de tonnes entre 2000 et 2010 du fait de la demande croissante d'électricité. La Turquie suffit à ses besoins en matière de consommation de lignite mais elle importe quelque 90% de la houille nécessaire pour répondre à la demande. La houille est importée sous forme de charbon de chaudière de la Fédération de Russie, et sous forme de charbon à coke des États-Unis et d'autres fournisseurs (l'Australie, la Colombie et l'Afrique du Sud, par exemple).

40. Sur les 72 millions de tonnes de charbon extraites en Turquie en 2010, 92% l'ont été par trois entreprises d'État, à savoir les Entreprises turques de production de charbon (TKI), la Société de production d'électricité (EÜAŞ) et les Entreprises houillères de Turquie (TTK). Cependant, quelque 35% de leur production rapportée est en réalité extraite par des sociétés sous-traitantes du secteur privé.<sup>37</sup> Les TKI et les TTK déterminent leurs propres prix pour la houille et le lignite, en tenant compte des prix du marché mondial, mais le gouvernement turc peut aussi intervenir dans la fixation des prix pour des raisons économiques ou sociales.

41. Les opérations de surface à grande échelle permettent de produire du lignite à un coût relativement bas en Turquie. Les TKI ont ainsi été en mesure d'établir des prix qui couvrent leurs frais et la société est rentable depuis 1995. En revanche, les coûts de production des TTK sont nettement supérieurs aux prix mondiaux comparables pour le produit final.<sup>38</sup> Les TTK ont accumulé des pertes de quelque 2,3 milliards de dollars EU entre 2000 et 2009, montant qui a été couvert par des injections de capital provenant du Trésor. En 2010, les pertes des TTK s'élevaient à 450 millions de livres environ, soit près de 30 000 dollars EU par employé. Le Trésor et d'autres institutions connexes ont lancé une étude pour restructurer les TTK afin de minimiser les pertes de la société.

---

<sup>36</sup> Le lignite turc est généralement de faible qualité.

<sup>37</sup> Les TKI ont loué ou vendu certaines de leurs mines au secteur privé. En 2007, l'EÜAŞ a lancé un appel d'offres pour produire et fournir du lignite à l'une de ses centrales. Un appel d'offres ultérieur pour deux autres centrales a finalement été annulé après évaluation des soumissions. En vertu de la Loi de 2004 sur les industries extractives, les TTK ont choisi l'option de transférer certains de leurs droits à des entreprises privées contre versement d'une redevance.

<sup>38</sup> Du fait des conditions géologiques sur les sites existants, l'extraction de la houille est une activité à forte intensité de main-d'œuvre en Turquie. En 2008, les coûts de production des TTK étaient de 289 dollars EU par tonne en moyenne, alors que le prix par tonne obtenu sur le marché intérieur allait de 50 à 55 dollars EU pour la production d'électricité à 180 dollars EU pour la production de fer et d'acier.

**iv) Électricité**

42. La demande d'électricité en Turquie a suivi la même tendance que l'expansion de la production durant les dix dernières années, mais à un rythme plus soutenu.<sup>39</sup> Les projections laissent penser que la consommation d'électricité, qui était de 209 milliards de kWh en 2010, pourrait passer à 370-390 milliards de kWh d'ici 2019. À l'heure actuelle, la moitié environ de l'électricité turque est produite par des centrales à gaz, un quart est dérivé de la combustion de charbon, tandis que le reste provient de l'énergie hydroélectrique et d'autres sources d'énergie renouvelables. Le réseau électrique de la Turquie est lié à ceux de ses voisins et certains échanges d'électricité ont eu lieu durant l'année; les volumes de ces échanges sont toutefois modestes.<sup>40</sup>

43. La Loi de 2001 sur le marché de l'électricité, modifiée en 2008, et la législation connexe relative aux licences, aux tarifs, aux réseaux, à la distribution, aux importations et exportations, et au mécanisme d'équilibrage et de compensation, constituent le cadre juridique réglementant le secteur. La Loi de 2001 a dégroupé la société d'électricité d'État intégrée verticalement (TEAŞ) en trois entités distinctes responsables de la production (EÜAŞ), de la transmission (TEİAŞ) et du commerce de gros (TETAŞ). La Société turque de distribution de l'électricité (TEDAŞ) a également été restructurée en 2005 et des sociétés de distribution régionales ont été constituées et préparées en vue de la privatisation. La participation du secteur privé dans la production et la distribution d'électricité est autorisée depuis la moitié des années 1990 et l'EMRA est devenue l'autorité responsable de la réglementation et des licences pour tous les opérateurs impliqués dans la production, la transmission, la distribution, le commerce de gros, le commerce de détail, l'importation et l'exportation.<sup>41</sup> Le régime prévoit que les entreprises privées vont dominer toutes les activités, à l'exception de la transmission. Les licences sont accordées pour une période de dix ans au moins, mais de 49 ans au plus.<sup>42</sup> D'autres plans de réformes, y compris une feuille de route pour un nouveau régime relatif au marché de gros, sont décrits dans les grandes lignes dans le Document de stratégie pour le marché de l'électricité et la sécurité de l'approvisionnement de mai 2009. Une étape majeure a été franchie début 2011, lorsque les clients achetant plus de 30 000 kWh par an ont été autorisés à entrer sur le marché de gros et donc à négocier directement avec le fournisseur de leur choix.<sup>43</sup> D'après la stratégie, tous les consommateurs, y compris les ménages, devraient pouvoir choisir leur fournisseur d'ici 2015.

44. Les tarifs de détail (c'est-à-dire les tarifs applicables aux clients "non admissibles"), les tarifs de réseau et les prix de gros de la TETAŞ sont réglementés. Les tarifs de gros sont aujourd'hui entièrement déterminés par les coûts. Les tarifs artificiellement bas appliqués aux utilisateurs finals, qui étaient parfois en deçà des coûts de production, ont contribué par le passé à des pénuries occasionnelles du côté de l'offre.<sup>44</sup> Un nouveau mécanisme de fixation des prix de détail a été introduit en juillet 2008, qui implique des ajustements trimestriels automatiques fondés sur les modifications des prix des intrants (charbon et gaz naturel), l'inflation et les fluctuations des taux de change. Toutes les sociétés de distribution sont assujetties à un tarif de détail national uniforme,

<sup>39</sup> En moyenne, la demande d'électricité a excédé la croissance du PIB de 1,4% par an entre 2000 et 2010.

<sup>40</sup> En moyenne, la Turquie a exporté 2 milliards de kWh par année et en a importé 1 milliard.

<sup>41</sup> Une licence distincte est requise pour chaque activité et chaque installation.

<sup>42</sup> Les accords CET et autres accords similaires conclus avant l'entrée en vigueur de la Loi de 2001 restent valables jusqu'à leur expiration.

<sup>43</sup> Le seuil d'admissibilité était de 9 GWh par an lorsque le marché de gros a été ouvert pour la première fois en mars 2003 et a été ramené à 3 GWh par an en 2007.

<sup>44</sup> Du fait, entre autres choses, des bas tarifs, la TEDAŞ a accumulé 4,5 milliards de livres de pertes d'exploitation entre 2006 et 2008, ainsi que des arriérés de paiement affectant ses fournisseurs de charbon (TKİ) et de gaz naturel (BOTAŞ).

approuvé par l'EMRA, jusqu'à fin 2012. Le système actuel implique un certain montant de subventionnement croisé du fait des différences de coûts entre les régions. À partir de 2013, les sociétés de distribution établiront individuellement des prix plafonds, soumis à l'approbation de l'EMRA.<sup>45</sup>

45. Les investissements privés ont représenté 75% des nouvelles capacités de production d'électricité entre 2002 et 2009. À ce jour, les opérateurs du secteur privé ont accordé leur préférence aux centrales à gaz en raison des courts délais d'exécution. Les nouvelles capacités visant à répondre à l'augmentation projetée de la demande reposeront vraisemblablement sur le charbon, l'énergie hydroélectrique, l'énergie éolienne et le nucléaire plutôt que sur le gaz naturel. La Turquie n'a aucun réacteur nucléaire pour le moment, mais a signé en mai 2010 un accord intergouvernemental avec la Fédération de Russie pour la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire à Akkuyu, sur la côte méditerranéenne. Sinop (sur la mer Noire) a été identifié comme site pour la construction d'une seconde centrale nucléaire.

**v) Énergie renouvelable**

46. Bien que la Turquie ait constamment ajouté de nouvelles centrales hydroélectriques à son réseau de production, la part des énergies renouvelables dans le total de l'approvisionnement en énergie primaire est tombée de 17% au milieu des années 1990 à 9,4% en 2009. Cette baisse témoigne de l'utilisation croissante du gaz naturel dans la production d'électricité, mais également du passage massif de l'utilisation traditionnelle de la biomasse (bois de chauffage) à des moyens de chauffage plus modernes. La part des énergies renouvelables a augmenté en 2010 lorsque de nouvelles centrales hydroélectriques et éoliennes sont entrées en activité. En 2011, la Turquie avait, selon les estimations, 16 160 MW de capacité hydroélectrique installée opérationnelle, à laquelle il faut ajouter 14 600 MW de capacité en cours de construction; la capacité éolienne opérationnelle s'élevait à 1 360 MW, à laquelle il faut ajouter 2 130 MW de capacité en cours de construction. La Turquie s'est donné comme objectif global de faire en sorte que l'énergie renouvelable représente 30% de son approvisionnement en électricité d'ici 2023, y compris des objectifs de capacité pour l'énergie éolienne (20 000 MW) et l'énergie géothermique (600 MW). Les autorités turques considèrent également le potentiel de l'énergie solaire et de la biomasse.

47. Le cadre juridique, à savoir la Loi de 2005 sur l'utilisation des énergies renouvelables pour la production d'électricité, la Loi sur le marché de l'électricité et la Loi sur le rendement énergétique, inclut plusieurs instruments visant à promouvoir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, y compris des tarifs de rachat et des obligations d'achat, des priorités en matière de connexion, des redevances de licences réduites et des redevances réduites pour la préparation de projets et l'acquisition de terrains. De plus, la Loi de 2005 a été modifiée en janvier 2011 pour introduire des tarifs bonifiés pour les détenteurs de licences utilisant des composants mécaniques ou électromécaniques fabriqués localement. En vertu d'un règlement d'application publié le 19 juin 2011, les bénéficiaires doivent obtenir un certificat de fabrication attestant que les composants sont conformes aux normes internationales ou turques, ainsi qu'une "attestation de statut de fabrication" certifiant que les composants sont fabriqués en Turquie.

**vi) Rendement énergétique**

48. D'après l'Agence internationale de l'énergie, la Turquie peut considérablement améliorer le rendement énergétique dans tous les secteurs. Un système de transport plus durable permettrait

---

<sup>45</sup> Les contrats pour la période de transition concernant l'achat et la vente d'électricité entre la TETAŞ et les sociétés de distribution expireront en 2013.

d'économiser de l'énergie, d'éviter l'engorgement et d'améliorer la qualité de l'air. Les bâtiments, qui représentent 37% de la consommation finale d'énergie, paraissent offrir les gains les plus importants à faible coût. Le Règlement de 2009 sur la performance énergétique, qui établit les règles pour les politiques mentionnées dans la Loi de 2007 sur le rendement énergétique, aligne les exigences de la Turquie sur celles énoncées dans la Directive n° 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments. Le règlement porte sur la performance énergétique des systèmes de chauffage, de refroidissement, d'isolation thermique, d'eau chaude, ainsi que des systèmes électriques et d'éclairage dans les logements et dans les locaux commerciaux et de services, et prévoit un potentiel d'économie d'énergie de 30 à 50% dans les bâtiments. Les projets d'amélioration du rendement énergétique peuvent aussi s'appliquer aux utilisateurs industriels.

49. Le système de distribution de l'électricité est prédisposé à des pertes et des vols importants, même si les pertes et vols estimés sont tombés de 25% en 2002 à 14% en 2009. Le système des tarifs est conçu de manière à encourager les distributeurs à colmater ces fuites. À partir de 2013, les tarifs de distribution incluront une composante d'ajustement pour pertes et vols, qui récompensera les sociétés de distribution parvenant à dépasser le ratio pertes et vols qu'elles ont ciblé.

50. Les émissions de dioxyde de carbone par habitant de la Turquie sont en augmentation. La Turquie est devenue partie à la Convention de Kyoto en 2009, mais a préféré ne pas fixer un objectif quantitatif général pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub>, ni un objectif d'émission national pour 2020.

### **3) SECTEUR MANUFACTURIER**

51. Pour la Turquie, le passage d'une économie agraire à des activités manufacturières à grande échelle a réellement commencé au début des années 1980. La Turquie est désormais un producteur et un exportateur majeurs d'une vaste gamme de machines, d'appareils et autres biens industriels, ainsi que d'articles de joaillerie et de meubles. Trois des plus importants secteurs manufacturiers sont mis en lumière ci-après. La tendance la plus marquée au fil des ans a été la baisse relative de la part des textiles et vêtements dans le total des exportations, le secteur ayant joué un rôle essentiel lors de la phase initiale du processus d'industrialisation orientée vers l'exportation de la Turquie.

#### **i) Secteur automobile**

52. En 2010, la Turquie était le 16<sup>ème</sup> plus important constructeur de véhicules automobiles au monde. En Europe, la Turquie est le principal constructeur de véhicules commerciaux et de véhicules commerciaux légers, et le deuxième plus important constructeur d'autobus. Le secteur automobile turc se compose de 15 assembleurs et constructeurs et de quelque 800 fournisseurs de composants. Le sous-secteur des composants emploie environ 150 000 ouvriers, tandis que plus de 40 000 personnes sont employées dans l'assemblage et la construction de véhicules. La capacité de production annuelle excède 500 000 unités de véhicules commerciaux et 800 000 véhicules de tourisme.<sup>46</sup> En 2010, la Turquie a exporté des véhicules automobiles et des pièces détachées d'une valeur de près de 17 milliards de dollars EU. Environ 73% de la production est exportée vers l'UE, principalement vers la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.<sup>47</sup>

53. Les entreprises du secteur sont surtout à capitaux étrangers, constituées en coentreprises ou opérant sous licence étrangère. La Turquie compte cinq constructeurs de véhicules de tourisme:

<sup>46</sup> L'objectif du secteur est de faire passer sa capacité de production à 2 millions d'unités par an à court terme et à 4 millions d'unités d'ici 2023.

<sup>47</sup> Dans le même temps, 60% environ de l'ensemble des véhicules automobiles vendus en Turquie sont importés. Pour les véhicules de tourisme, la part des importations est proche de 70%.



Oyak-Renault, Tofaş (un partenariat entre Fiat S.p.A. et Koç Holding), Toyota, Hyundai Assan et Honda Turquie. Ford Otosan et Tofaş sont les principaux constructeurs de véhicules commerciaux, suivis par sept autres constructeurs. La Turquie a également deux constructeurs de tracteurs. Bien que le secteur automobile turc se soit développé rapidement, Otoyol et Askam (véhicules commerciaux), ainsi qu'Uzel Makine (tracteurs) ont quitté le secteur depuis 2007. La crise financière mondiale a aussi eu une incidence négative sur un grand nombre de fabricants de composants turcs de plus petite taille.

54. L'attrait du secteur automobile turc en termes d'investissement réside dans les coûts relativement faibles de la main-d'œuvre, l'accès en franchise de droits au marché de l'UE et la bonne qualité de l'industrie locale des composants. Bien que la Turquie ne possède pas sa propre marque d'automobiles, bon nombre des véhicules construits en Turquie sont actuellement conçus dans le pays. En février 2011, la taxe spéciale à la consommation applicable aux véhicules automobiles a été ramenée du taux ordinaire de 37% à un taux de 3 à 15% pour les véhicules comparables à moteur électrique, afin d'encourager la production de masse de véhicules automobiles électriques en Turquie.

## **ii) Fer et acier**

55. Le secteur du fer et de l'acier a été le pilier de l'industrialisation en Turquie, qui a débuté par la production d'acier brut à Karabük en 1940. Le secteur emploie actuellement quelque 200 000 personnes. Le processus de privatisation, qui a commencé avec le transfert de l'aciérie déficitaire de Karabük (Kardemir) en 1994, s'est achevé par la privatisation du groupe Erdemir en 2006.<sup>48</sup>

56. Représentant un peu plus de 2% de la production mondiale, la Turquie est le 10<sup>ème</sup> plus gros producteur d'acier brut.<sup>49</sup> La capacité de production a plus que doublé entre 2002 et 2010 et la production annuelle est passée de 16,5 millions de tonnes à 29,1 millions de tonnes.<sup>50</sup> D'après l'Association des entreprises sidérurgiques turques (DÇÜD), la production annuelle projetée devrait s'élever à 42 millions de tonnes en 2012. La production turque consiste en des produits longs (75%) et des produits plats (25%). La Turquie est un important importateur de ferraille et actuellement, 72% de l'acier qu'elle produit l'est à partir de matériaux recyclés. La Turquie a importé pour 6,5 milliards de dollars EU de fer et d'acier en 2009 (tuyaux non compris); les importations de ferraille se sont élevées à 7,1 milliards de dollars EU en 2010.

57. Les exportations turques de fer et d'acier, y compris de produits en acier, ont dépassé 13 milliards de dollars EU en 2010.<sup>51</sup> Les principaux marchés d'exportation pour le fer et l'acier turcs se trouvent dans l'UE, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Bien que l'industrie turque de l'acier produise la plupart des types d'acier, les produits dominants sont les produits longs à faible valeur ajoutée utilisés dans le bâtiment. Les producteurs turcs répondent à 38% de la demande mondiale de

<sup>48</sup> Erdemir est le plus gros producteur d'acier de la Turquie, avec 26% de la production totale. Le groupe est désormais détenu par Ataer Holding, une filiale du Fonds de pension des forces armées (Oyak).

<sup>49</sup> Ces dix dernières années, la croissance de la production d'acier de la Turquie a été surpassée uniquement par la Chine et l'Inde.

<sup>50</sup> Stimulée par la forte expansion du secteur du bâtiment, la consommation intérieure de produits en acier finis a presque triplé durant la même période, pour atteindre 23,6 millions de tonnes en 2010.

<sup>51</sup> En termes de volume, les exportations turques se sont montées à 17,6 millions de tonnes de fer et d'acier.

produits longs.<sup>52</sup> Par contre, les constructeurs automobiles et les fabricants d'appareils ménagers et de matériel électronique grand public turcs importent l'essentiel des produits plats dont ils ont besoin. En conséquence, l'industrie sidérurgique turque oriente ses investissements vers la modernisation et l'ajout de nouvelles capacités pour les produits plats afin de réduire le déséquilibre entre la production et la consommation intérieures de produits longs et plats en acier.

### iii) Textiles et vêtements

58. Depuis la suppression des contingents au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements à la fin de 2004, l'industrie turque a été confrontée à la concurrence toujours plus forte des fabricants à faible coût asiatiques, tant sur son marché que sur ses principaux marchés d'exportation (UE, États-Unis et Fédération de Russie). Le secteur turc des textiles et vêtements est dominé par des petites et moyennes entreprises à capitaux privés. La Turquie compte plus de 40 000 fabricants de textiles et vêtements produisant pour l'exportation. Le secteur a relevé les défis de la concurrence en se tournant vers des produits finis à plus forte valeur ajoutée et les vêtements prêts-à-porter, ce qui implique une innovation en termes de produits et le développement des marques. En Europe, les exportateurs turcs continuent de tirer parti de l'accès en franchise de droits et des avantages logistiques découlant de la proximité géographique de leurs clients.

59. Le secteur des textiles et vêtements représente encore près de 10% du PIB de la Turquie et plus de 11% de la main-d'œuvre du secteur manufacturier. S'il a longtemps pu compter sur une offre importante de coton local, le secteur est devenu de plus en plus tributaire des importations, la production nationale ayant commencé à baisser dès la campagne de commercialisation 2004-2005. Cependant, l'accent mis sur la valeur ajoutée a aussi entraîné un abandon progressif des produits en coton de base. D'après la branche de production turque, les principaux problèmes auxquels elle est aujourd'hui confrontée viennent de la hausse des prix du coton causée par le recul de l'offre et les mesures commerciales protectionnistes appliquées par les produits producteurs de coton, les prix élevés de l'électricité au regard des normes internationales et les coûts salariaux en augmentation.<sup>53</sup>

60. Les initiatives prises par la branche de production incluent l'établissement d'un centre de recherche-développement sur les textiles à Istanbul, l'Istanbul Fashion Academy, qui organise la semaine de la mode d'Istanbul, et l'organisation de concours pour stylistes et dessinateurs destinés à encourager les nouveaux talents. De nombreuses entreprises de textiles et de vêtements ont enregistré leurs propres marques et demandé une protection au titre des DPI pour des dessins et modèles spéciaux. Des marchandises de marques mondialement connues sont également produites en Turquie sous licence délivrée par les titulaires de droits étrangers.

61. En 2010, la Turquie occupait le 5<sup>ème</sup> rang parmi les exportateurs mondiaux de vêtements, et le 8<sup>ème</sup> rang parmi les exportateurs de textiles. La Turquie est le deuxième fournisseur du marché de l'UE, qui représente 80% des exportations de vêtements du pays. Pour les textiles, les principaux marchés d'exportation sont la Fédération de Russie, l'Italie, l'Allemagne, la Roumanie et les États-Unis.

---

<sup>52</sup> D'après des données de l'Association des entreprises sidérurgiques turques, la Turquie a produit 19,7 millions de tonnes de produits longs en acier en 2010, dont 11,6 millions de tonnes ont été consommées dans le pays et 8,1 millions de tonnes exportées.

<sup>53</sup> D'après les autorités turques, la Turquie s'efforce aujourd'hui d'augmenter sa production de coton et de parvenir à un niveau durable de production nationale sans se préoccuper des prix mondiaux ou d'autres facteurs exogènes.

62. Comme le montre le tableau AIII.1, le secteur des textiles et vêtements fait l'objet d'une protection tarifaire plus forte que la plupart des autres activités industrielles. Des mesures antidumping affectent également l'importation de fils et de tissus (tableau III.11). En réponse à des plaintes émanant de producteurs nationaux, une enquête a été ouverte le 13 janvier 2011 concernant une augmentation possible des droits d'importation visant une vaste gamme de produits textiles et d'accessoires du vêtement. Le 15 septembre 2011, la Turquie a commencé d'appliquer des taux de droit additionnels allant de 11% à 20 % aux textiles et de 17% à 30% aux vêtements dans des limites *ad valorem* fixes exprimées en dollars EU par kilo en fonction de l'origine (PMA, pays en développement ou autres pays). La Turquie n'a pas de taux de droit consolidés pour la plupart des produits assujettis aux droits additionnels. Toutefois, pour les marchandises visées par des taux de droit consolidés, les hausses de droits sont plafonnées par le niveau consolidé. Les droits d'importation additionnels sont appliqués à l'ensemble des pays, à l'exception de l'UE et des partenaires du libre-échange de la Turquie. S'agissant des marchandises expédiées de pays tiers, la Turquie tient compte de leur origine préférentielle conformément à son schéma SGP.

#### 4) SERVICES

63. Même si l'agriculture et le secteur manufacturier restent importants, la Turquie est devenue une économie dominée par les services. En termes du nombre de personnes employées, et à l'exclusion des services gouvernementaux, les secteurs principaux sont le commerce de gros et de détail; le transport, le stockage et les communications; l'immobilier, la location et les activités commerciales; la construction; l'architecture; l'ingénierie; et l'hôtellerie et la restauration. La valeur ajoutée la plus forte (par employé) est dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau. Les tableaux IV.1 et IV.2 montrent en détail l'évolution du commerce extérieur des services de la Turquie.

**Tableau IV.1**  
**Exportations de services commerciaux, 2006-2010**  
(en millions de \$EU en prix courants)

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Services commerciaux (à l'exclusion des services gouvernementaux)</b>	<b>25 275</b>	<b>28 624</b>	<b>34 783</b>	<b>33 195</b>	<b>33 878</b>
Transports	4 972	6 541	7 793	7 825	9 026
Transport maritime	418	747	843	661	1 213
Transport aérien	3 395	4 401	5 196	5 361	6 018
Autres transports (transport routier)	1 159	1 393	1 754	1 803	1 795
Services liés aux voyages	16 853	18 487	21 951	21 250	20 807
Voyages d'affaires	1 885	1 820	2 837	2 732	2 673
Voyages privés	14 968	16 667	19 114	18 518	18 134
Autres services commerciaux (services commerciaux – voyages et transports)	3 450	3 596	5 039	4 120	4 045
Services de communication	416	506	725	633	463
Construction (à l'étranger)	936	856	1 146	1 279	1 120
Services d'assurance	522	645	752	676	719
Services financiers	277	395	841	464	482
Services informatiques et d'information	12	15	13	12	16
Redevances et droits de licences	..	..	..	..	..
Autres services fournis aux entreprises	289	208	338	282	333
Services personnels, culturels et récréatifs	998	971	1 224	774	912

.. Données non disponibles.

Source: Statistiques de la balance des paiements du FMI.

**Tableau IV.2**  
**Importations de services commerciaux, 2006-2010**  
(en millions de \$EU en prix courants)

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Services commerciaux (à l'exclusion des services gouvernementaux)</b>	<b>10 800</b>	<b>14 608</b>	<b>16 694</b>	<b>15 600</b>	<b>18 309</b>
Transports	4 662	6 966	7 984	6 535	8 291
Transport maritime	2 571	4 640	5 444	3 824	4 994
Transport aérien	1 853	2 054	2 242	2 353	2 833
Autres transports	238	272	298	358	464
dont transport routier	201	237	261	333	420
Services liés aux voyages	2 743	3 260	3 506	4 147	4 826
Voyages d'affaires	1 020	1 207	1 300	1 539	1 789
Voyages privés	1 723	2 053	2 206	2 608	3 037
Autres services commerciaux (services commerciaux – voyages et transports)	3 395	4 382	5 204	4 918	5 192
Services de communication	299	305	298	247	246
Construction (à l'étranger)	57	97	172	189	261
Services d'assurance	1 140	1 544	1 436	1 203	1 188
Services financiers	524	623	978	826	724
Services informatiques et d'information	15	26	32	30	38
Redevances et droits de licences	531	647	729	648	816
Autres services fournis aux entreprises	723	1 029	1 378	1 568	1 673
Services personnels, culturels et récréatifs	106	111	181	207	246

Source: Statistiques de la balance des paiements du FMI.

64. Les services ne sont pas visés par l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE. Cependant, dans le contexte des négociations d'adhésion de la Turquie, des travaux ont été entrepris en vue de l'alignement sur l'acquis communautaire en ce qui concerne le droit d'établissement et la liberté de fournir des services transfrontières. Le processus obligera la Turquie à s'aligner sur la Directive de l'UE relative aux services sur le marché intérieur, y compris en établissant un guichet unique et des autorités compétentes. La Turquie devra modifier certaines de ses prescriptions en matière de nationalité et de langue et élargir la portée pour la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. De plus, les prescriptions actuelles de la Turquie concernant l'octroi de permis de travail et de résidence aux fournisseurs de services établies dans les États membres de l'UE ne sont pas compatibles avec l'acquis communautaire.

#### i) Secteur bancaire

65. La Turquie compte 48 banques, dont 31 banques de dépôt, 13 banques de développement et d'affaires et quatre banques participatives (islamiques) (en septembre 2011). Neuf de ces banques appartiennent à l'État et 23 sont détenues en totalité par des banques étrangères ou des succursales de banques étrangères ou ont un capital détenu en majorité par des investisseurs non résidents.<sup>54</sup> Fin juin 2011, les actifs du secteur bancaire turc s'élevaient à 1 146 milliards de livres, soit l'équivalent de 95% du PIB de la Turquie. Les quatre plus grandes banques sont de taille similaire, le bilan de chacune représentant entre 10% et 14% des actifs totaux du secteur.

<sup>54</sup> Les banques étrangères ont 41 bureaux de représentation en Turquie (en septembre 2011).

66. À l'exception des services de souscription, qui peuvent être fournis uniquement par les banques de développement et d'affaires, les banques turques sont des banques universelles. La plupart des compagnies d'assurance et des sociétés de crédit-bail sont soit détenues par les banques, soit affiliées aux banques. Celles-ci sont autorisées à faire du courtage d'actions par l'intermédiaire de filiales. Les banques étrangères et turques sont assujetties aux mêmes règles pour ce qui touche à l'établissement, au fonctionnement et à la supervision. La fourniture transfrontières des services bancaires n'est pas limitée sur le plan juridique. Le secteur bancaire turc comptait 38 filiales financières, 78 succursales et onze bureaux de représentation à l'étranger en décembre 2011.

67. Au plus fort de la crise, en novembre 2000 et en février 2001, la Turquie avait un système bancaire fragile vulnérable face aux revirements des flux de capitaux et à un stock croissant de prêts improductifs.<sup>55</sup> Bien que des actions aient été entreprises avant cette double crise, d'autres mesures ont été jugées nécessaires. Le programme de réforme économique lancé en mai 2001 incluait des mesures visant spécifiquement le système bancaire, notamment l'amélioration des compétences de l'Agence de réglementation et de contrôle des banques (BRSA), le renforcement des banques privées et la restructuration des banques d'État en vue de leur privatisation.<sup>56</sup> Le Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (SDIF) s'est vu attribuer un rôle clé dans la protection des droits publics et dans la gestion et la cession d'actifs de banques soumises à des procédures d'administration ou de liquidation (encadré IV.1). La réforme générale du système bancaire turc, y compris la restructuration des banques publiques, aurait coûté au gouvernement quelque 53,6 milliards de dollars EU.

#### **Encadré IV.1**

##### **Fonds d'assurance des dépôts d'épargne de la Turquie**

Établi en 1983 pour assurer les dépôts et chargé par la suite (en 1994) de renforcer et de restructurer les banques, le SDIF rendait initialement compte à la Banque centrale de la Turquie. La Loi sur les banques adoptée en 1999 a confié la représentation et l'administration du SDIF à la BRSA nouvellement créée. Le SDIF est devenu une entité juridique distincte en 2003.

En tout, 25 banques ont été reprises par le SDIF entre 1994 et 2003. Les banques ont été dissoutes au moyen de fusions, de ventes ou de liquidations directes. Sur les 25 banques en question, six ont fait l'objet d'une liquidation directe, quatre ont été vendues directement, six ont été dissoutes au moyen de fusions, une a été fusionnée avec une banque publique et huit ont été transférées à la "Joint Fund Bank Inc.", dont les activités se limitent aux opérations directement liées à la liquidation d'actifs, en tant que "banque de transition".

Le processus de dissolution pour les banques reprises par le SDIF a pris en moyenne 14 mois, sauf pour les six banques en cours de liquidation et la Joint Fund Bank Inc. Les pertes des banques transférées au SDIF se sont montées à 23,2 milliards de dollars EU et les ressources transférées aux banques par le SDIF ont atteint 30,2 milliards de dollars EU, y compris près de 6,6 milliards de dollars EU pour l'indemnisation des déposants suite à l'effondrement d'une grande banque en 2003. Le bilan de la Joint Fund Bank Inc. a été sensiblement revu à la baisse depuis 2006. Fin 2009, le portefeuille de prêts de la banque avait été ramené à 19 millions de livres, dont 61 millions de livres en prêts improductifs. Fin 2010, le SDIF avait perçu 19,7 milliards de dollars EU des banques dissoutes.

<sup>55</sup> La vulnérabilité des banques a été exacerbée par les importants besoins d'emprunts du secteur public, tributaires d'une demande constante de titres de l'État, et par la hausse des taux d'intérêt dans le cadre du régime de parité glissante mis en place par le gouvernement pour maîtriser l'inflation.

<sup>56</sup> La BRSA a été établie en juin 1999 conformément à la Loi n° 4389 sur les banques et est entrée en activité en août 2000.

Le SDIF garantit les dépôts jusqu'à 50 000 livres par client (par banque), en livres, en devises ou en or. Toutes les banques acceptant des dépôts en Turquie doivent obligatoirement être membres du SDIF. Ce dernier est financé par une prime fondée sur le risque perçue chaque trimestre auprès des banques participantes. Si nécessaire, le SDIF peut également emprunter des titres de l'État au Trésor, recevoir des avances de la Banque centrale ou percevoir des primes d'assurance à l'avance. Fin 2010, les 36 banques membres du SDIF détenaient des dépôts totalisant 401,5 milliards de dollars EU, dont 99,5 milliards étaient assurés. Les réserves du SDIF s'élevaient à 5,4 milliards de dollars EU.

Source: BRSA (2010), *De la crise à la stabilité financière: l'expérience turque*, document de travail (troisième édition révisée), 3 septembre. Adresse consultée: [http://www.bddk.org.tr/WebSitesi/english/Reports/Working\\_Papers/8675from\\_crisis\\_to\\_financial\\_stability\\_turkey\\_experience\\_3rd\\_ed.pdf](http://www.bddk.org.tr/WebSitesi/english/Reports/Working_Papers/8675from_crisis_to_financial_stability_turkey_experience_3rd_ed.pdf); et SDIF.

68. La crise financière mondiale de 2008-2009 a entraîné une augmentation massive des prêts improductifs dans le secteur bancaire turc, mais aucune intervention n'a été nécessaire pour sauver individuellement certaines banques.<sup>57</sup> Fin septembre 2011, les banques de dépôt, de développement et d'affaires avaient des prêts improductifs s'élevant à un total de 17,3 milliards de livres, soit 2,8% de l'ensemble de leurs prêts.<sup>58</sup> Dans le même temps, les banques avaient constitué des provisions spécifiques se montant à plus de 14,2 milliards de livres pour se prémunir contre les pertes sur prêts. Le système bancaire turc a rapporté un rendement moyen des capitaux propres de 18,1% en 2009, 16,4% en 2010 et 13,9% en septembre 2011. Seules deux banques ont enregistré des pertes pour l'année 2010.

69. Le nombre de succursales/bureaux et d'employés de banque est en hausse depuis 2003: on comptait plus de 10 000 succursales/bureaux et 190 000 employés en septembre 2011.<sup>59</sup> Sur les 7,8 millions d'utilisateurs actifs de services bancaires par Internet (en septembre 2011), 90% sont des utilisateurs individuels et 10% des sociétés clientes. Quelque 78 millions de cartes de débit et 50 millions de cartes de crédit ont été délivrées (fin septembre 2011).

70. Le secteur bancaire est réglementé conformément à la Loi n° 5411 sur les banques, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2005, et à la Loi n° 5464 sur les cartes bancaires et les cartes de crédit. La législation bancaire a été introduite et modifiée pour s'aligner sur l'acquis communautaire et pour renforcer la capacité administrative en vue de mettre en œuvre efficacement les nouveaux règlements. La BRSA a publié une législation d'application, comme des règlements sur l'établissement et le fonctionnement des banques, le gouvernement d'entreprise, les dispositions de protection, l'information financière et les établissements financiers non bancaires, ainsi que des communiqués sur l'adéquation des fonds propres, l'information financière et le fonctionnement des succursales de banques étrangères établies hors de Turquie.

<sup>57</sup> La garantie des dépôts était illimitée entre 1994 et 2000 et la portée illimitée a été réintroduite durant la crise financière de 2001. Le montant garanti actuel (50 000 livres) est resté inchangé depuis 2003. Cependant, par mesure de précaution, le pouvoir de déterminer la portée et le montant a été retiré au SDIF et confié au Conseil des ministres en novembre 2008 pour une période de deux ans. Les règles temporairement assouplies relatives au provisionnement des pertes sur prêts et à la restructuration des prêts ont pris fin le 1<sup>er</sup> mars 2011.

<sup>58</sup> Si l'on tient compte des banques participatives, le ratio des prêts improductifs à l'encours total des prêts dans le secteur bancaire turc s'élevait à 3,6% en 2008, 5,2% en 2009 et 3,5% en 2010. L'augmentation des défauts de paiement et la reprise ultérieure ont été particulièrement marquées pour les cartes de crédit et les prêts automobiles.

<sup>59</sup> La fermeture et la restructuration des banques turques en réponse à la crise ont eu un fort impact sur l'emploi dans le secteur bancaire et le nombre d'emplois est tombé de 175 000 en 2000 à 126 000 en 2002.

71. La BRSA est devenue membre du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en mai 2009 et du Conseil des services financiers islamiques en décembre 2010. La Turquie est également membre du Conseil de stabilité financière. La BRSA a commencé à mettre en œuvre les normes Bâle II, en demandant aux banques d'utiliser ces normes aux fins de l'établissement des rapports financiers et à des fins d'examen durant une période de transition allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012. Cependant, les normes Bâle II ne sont pas utilisées à ce stade pour appliquer des sanctions en cas de non-conformité.

72. Un projet visant à faire d'Istanbul un centre financier régional et mondial a été lancé en 2009. Le centre serait pleinement intégré dans le système juridique et fiscal de la Turquie. Le plan prévoit la modernisation du système juridique turc, l'augmentation de la diversité des produits et services financiers, un système fiscal simple et plus efficace, un cadre réglementaire et de contrôle amélioré, ainsi qu'une infrastructure physique et technologique renforcée. Neuf groupes de travail ont été établis conformément à la Stratégie et au Plan d'action.<sup>60</sup> En réaction à ces plans, des banques installées à Ankara ont commencé à déménager leurs sièges à Istanbul.

## ii) Télécommunications

73. La Loi n° 5809 sur les communications électroniques, entrée en vigueur le 10 novembre 2008, établit le fondement juridique du cadre régissant actuellement les services de télécommunication en Turquie.<sup>61</sup> La Loi a actualisé la législation turque dans ce domaine et l'a rapprochée de l'acquis communautaire, à savoir la Directive 2002/21/CE du 7 mars 2002 et les directives spécifiques relatives à l'accès, à l'autorisation, au service universelle et à la protection des données personnelles.<sup>62</sup> En vertu de la Loi, le Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications et l'Office des technologies de l'information et des communications (ICTA) sont les autorités compétentes dans ce secteur.<sup>63</sup>

74. Le rôle du Ministère consiste principalement à élaborer la politique générale relative aux services de communications électroniques et à maintenir un réseau de communication secondaire en cas d'urgence ou de catastrophe naturelle. L'ICTA (anciennement la Direction des télécommunications) s'est vu confier toute une gamme de responsabilités, allant de la délivrance des autorisations à la supervision, en passant par l'élaboration de la législation d'application sur des questions telles que la gestion du spectre, l'accès et l'interconnexion, l'attribution des numéros, la portabilité des numéros, les tarifs et la protection des consommateurs.

<sup>60</sup> Voir Office national de planification (2009).

<sup>61</sup> La Loi a remplacé le cadre juridique fondé sur la Loi n° 406 du 21 février 1924 sur le télégraphe et le téléphone, à l'exception des dispositions relatives à l'autorisation, qui sont entrées en vigueur le 10 mai 2009. La Loi n° 5369 de 2005 sur les services universels de communications électroniques reste en vigueur, de même que la Loi n° 2813 sur les communications sans fil, dont l'intitulé est désormais la Loi sur l'établissement de l'Office des technologies de l'information et des communications (ICTA).

<sup>62</sup> D'après la Commission européenne, la Loi n'est pas parfaitement alignée sur l'acquis communautaire, notamment pour ce qui est des définitions et du champ d'application, de l'autorisation, des obligations en matière de service universel, de la réglementation des tarifs de détail, de la gestion du spectre, de l'accès et de l'interconnexion, et de l'analyse des marchés (UE, 2011).

<sup>63</sup> L'ICTA est membre du Groupe des régulateurs indépendants (GRI) et participe à l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (BEREC) en qualité d'observateur.

75. Les fournisseurs de services de communications électroniques doivent obtenir une autorisation de l'ICTA. Si le service ne requiert pas l'attribution de ressources rares (comme les fréquences ou les créneaux satellites), il est considéré comme autorisé dès lors qu'il est notifié à l'ICTA. Lorsque l'attribution de ressources est requise, l'ICTA peut octroyer un droit d'utilisation valable pour une durée maximale de 25 ans. À moins que le nombre de droits ait été limité, par exemple pour des raisons d'efficacité, les droits d'utilisation sont octroyés dans les 30 jours suivant la date de la demande. En plus d'une redevance administrative annuelle, le Conseil des ministres fixe des redevances minimales pour les droits d'utilisation en se fondant sur les propositions du Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications, qui tient compte des suggestions de l'ICTA.

76. Les prix des services de communications électroniques sont en principe déterminés par les opérateurs eux-mêmes.<sup>64</sup> Cependant, l'ICTA peut intervenir dans la fixation des tarifs des entreprises réputées détenir un pouvoir important sur le marché concerné.<sup>65</sup> En plus de ses fonctions de supervision, l'ICTA peut imposer des sanctions pécuniaires à une entreprise dont il est constaté qu'elle viole la législation ou les conditions de son autorisation ou de ses droits d'utilisation. L'ICTA peut également contraindre un opérateur à accepter les demandes d'autres opérateurs pour l'accès et l'interconnexion à son réseau. Comme les compétences de l'ICTA et de la Direction de la concurrence se chevauchent dans le secteur des télécommunications, la Loi vise à établir une relation de coopération entre ces deux organismes. Pour renforcer leur coordination, l'ICTA et la Direction de la concurrence ont signé, le 2 novembre 2011, un protocole destiné à améliorer les échanges d'informations, la coopération mutuelle et la collaboration entre les experts des deux organismes.

77. Au 31 octobre 2011, 558 autorisations avaient été accordées aux opérateurs sur le marché turc des communications électroniques.<sup>66</sup> Depuis l'abolition, le 31 décembre 2003, des droits monopolistiques de Türk Telekom sur la téléphonie fixe, les appels nationaux longue distance et la téléphonie internationale, 166 autorisations ont été délivrées pour les services de téléphonie fixe. Néanmoins, l'opérateur historique Türk Telekom continue de dominer le marché de la téléphonie fixe et détenait mi-2011 une part de marché de 90 à 93% (mesurée sur la base des recettes). Cependant, le nombre d'abonnés aux lignes fixes est en baisse constante depuis plusieurs années et s'élève aujourd'hui à quelque 15,5 millions.

---

<sup>64</sup> En plus de la taxe sur la valeur ajoutée, tous les types de services d'installation, de transfert et de télécommunication fournis par des opérateurs de téléphonie mobile sont assujettis à une taxe spéciale sur les communications. Le taux de la taxe est de 5% pour les services d'accès à Internet sur lignes fixes et sur le réseau mobile, de 25% pour les autres services de communications mobiles et de 15% pour les autres services de communications sur lignes fixes.

<sup>65</sup> De façon plus générale, la Loi contient aussi des dispositions réglementant les contrats d'abonnement, à savoir la teneur minimale, l'accès aux services dans des conditions d'égalité, la qualité et la transparence et les autres droits des consommateurs. L'ICTA a publié d'autres règlements ayant trait aux droits des clients et à la qualité des services.

<sup>66</sup> Il est possible que le nombre de fournisseurs de services soit inférieur, étant donné que certains services n'ont peut-être pas encore été lancés.



78. Introduite en 1986, la téléphonie mobile surpasse désormais les appels sur lignes fixes et représente approximativement 84% du trafic total.<sup>67</sup> Les quelques 64,8 millions d'abonnements mobiles que compte la Turquie se répartissent entre trois opérateurs: Turkcell (34 millions), Vodafone (17,8 millions) et Avea (12,5 millions).<sup>68</sup> Après une longue période de croissance ininterrompue, le nombre d'abonnements mobiles a baissé de presque 10% entre 2008 et le début de 2011. La baisse a été attribuée à l'introduction de la portabilité des numéros et des forfaits tarifaires, qui ont conduit à l'annulation de seconds abonnements mobiles. Parallèlement, les opérateurs ont également vu les abonnés se détourner des abonnements prépayés et favoriser des plans tarifaires postpayés plus lucratifs.

79. La Turquie comptait approximativement 28 millions d'utilisateurs Internet à la fin de 2010, ce qui correspondait à quelque 9 millions d'abonnements aux services Internet, accessibles avant tout par les lignes fixes (xDSL), le réseau mobile à large bande et le câble ou la fibre optique. En novembre 2011, l'ICTA avait autorisé, par notification, 141 fournisseurs de services Internet. Fin juin 2011, TTNNet (la filiale de l'opérateur historique de la téléphonie fixe) détenait 55,6% de l'ensemble des abonnements d'accès à Internet à large bande, y compris tous les types d'abonnements d'accès à Internet à large bande par les lignes fixes, le réseau mobile, le câble, la fibre optique ou d'autres moyens d'accès. La concurrence s'intensifie toutefois à mesure que les opérateurs de téléphonie mobile offrent des services d'accès mobile à large bande. Les services 3G ont été lancés en juillet 2009 et 30,8 millions d'abonnés mobiles sont des utilisateurs 3G.

80. Türk Telekom et les trois opérateurs de téléphonie mobile ont généré des ventes nettes d'une valeur de 21,2 milliards de livres en 2010. Les recettes des autres opérateurs se sont élevées à près de 1,1 milliard de livre, y compris le revenu combiné des plus petits fournisseurs de services Internet, qui était de 754 millions de livres. Depuis 2006, Türk Telekom et Turkcell ont tous deux générés des bénéfices nets de l'ordre de 2 à 3 milliards de livres chaque année, alors que Vodafone et Avea sont toujours déficitaires. En termes d'emplois, deux tiers des 38 000 personnes travaillant dans le secteur sont employées par Türk Telekom, contre 7 500 pour les opérateurs de téléphonie mobile et 4 600 pour d'autres fournisseurs de services de communications.

### iii) Transports

81. La politique des transports de la Turquie incombe au Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications. Le Ministère gère les opérations liées à l'infrastructure des transports et réglemente tous les modes de transport, ainsi que le secteur des communications. La Direction générale de la sécurité côtière, la Direction générale des aéroports, les Chemins de fer turcs et la Direction générale de l'Administration de la poste et du télégraphe sont des organismes liés au Ministère, tandis que l'Office des technologies de l'information et des communications et

<sup>67</sup> Les appels sur le réseau mobile sont passés de 20,3 milliards de minutes en 2004 à 125,8 milliards de minutes en 2010. Les appels sur lignes fixes sont tombés de 65,2 à 23,6 milliards de minutes durant la même période.

<sup>68</sup> Des actions de Turkcell ont été mises sur le marché par le truchement d'une émission publique initiale en 2000. L'actionnaire principal est actuellement Turkcell Holding (51%), tandis que 33,48% des actions sont négociables en bourse. Vodafone Group Plc a acquis l'opérateur de téléphonie mobile Telsim pour un montant de 4,5 milliards de dollars EU lors d'une enchère publique en 2005. Avea est détenue par Türk Telekom (81,13%) et par Türkiye İş Bankası (14,03%). En 2005, le gouvernement turc a vendu 55% de Türk Telekom à un consortium (Ojer Telekomünikasyon AS) lors d'une enchère publique, pour un montant de 6,55 milliards de dollars EU. En 2008, le gouvernement s'est délesté de 15% supplémentaires de Türk Telekom au moyen d'une émission publique à des investisseurs turcs et étrangers, obtenant ainsi un montant supplémentaire de 1,9 milliard de dollars EU (voir chapitre III 3) viii)).

TURKSAT A.S. en sont des organismes affiliés. Dans le cadre du neuvième Plan de développement (2007-2013), la Turquie entend créer, entre autres choses, un sous-secteur des transports efficace, en donnant la priorité aux aspects environnementaux, et augmenter la sécurité du trafic dans tous les modes de transport.

a) Transport maritime

82. La Turquie étant entourée par la mer sur trois côtés et avec quatre de ses principaux centres industriels (Istanbul-Izmit, Izmir, Bursa et Adana) situés en bord de mer ou près de la mer, il n'est pas surprenant que 85% environ du commerce extérieur du pays soit transporté par voie maritime. Le volume du commerce maritime a augmenté de manière constante entre 2001 et 2008, atteignant presque 225 millions de tonnes, mais a reculé en 2009 en raison d'une baisse des expéditions importées de 12 millions de tonnes. Les ports turcs ont en outre pris en charge 58 millions de tonnes de fret en transit en 2009, et 18 millions de tonnes de marchandises ont transité entre les ports turcs cette même année.<sup>69</sup>

83. Les activités maritimes sont administrées conformément à la Loi n° 6762 sur le commerce, à la Loi n° 815 sur le cabotage, à la Loi n° 618 sur les ports et à la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille. Le système d'immatriculation de la Turquie consiste en deux registres: le Registre maritime national et le Registre maritime international. Fin 2010, la flotte marchande turque immatriculée en Turquie se composait de 701 navires (1 000 tonnes brutes et plus) d'une capacité totale de 8,6 millions de tonnes de port en lourd (tpl). En termes de tonnage, plus de 90% de la flotte est inscrite au Registre maritime international. Cependant, si l'on compte les navires appartenant à des Turcs mais sous des pavillons de complaisance (comme ceux, par exemple, de Malte, des îles Marshall ou du Panama), la flotte marchande appartenant à des Turcs totalise plus de 2 500 navires, pour une capacité combinée de presque 19 millions de tonnes de port en lourd.

84. Le Registre maritime national est réservé aux navires détenus par des citoyens turcs et des sociétés détenues majoritairement (51% et plus) par des ressortissants turcs. Les capitaines et les seconds doivent être de nationalité turque, mais jusqu'à 40% des officiers des navires impliqués dans le transport maritime international (c'est-à-dire à l'exclusion du cabotage) peuvent être des ressortissants étrangers. Le Registre maritime international de la Turquie, établi en 1999, est également ouvert aux navires et aux bateaux de plaisance appartenant à des étrangers résidant en Turquie ou à des sociétés à capitaux étrangers de droit turc. En plus des incitations fiscales spéciales disponibles par le biais du registre international, battre pavillon turc permet aux navires d'exercer des activités de cabotage dans les eaux turques et de bénéficier d'une préférence de prix de 10% dans les appels d'offres pour le transport de fret public ou de matières premières stratégiques.<sup>70</sup> Néanmoins, presque 80% du commerce extérieur maritime de la Turquie est assuré par des navires immatriculés ailleurs dans le monde.

<sup>69</sup> En 2010, les ports turcs ont eu un trafic de 247 millions de tonnes de fret, y compris 64 millions de tonnes de marchandises en transit.

<sup>70</sup> En vertu de la Loi sur le cabotage, les services de transport maritime de marchandises et de passagers, les services de pilotage et tous les autres services portuaires peuvent être fournis exclusivement par des navires battant pavillon turc. Des détails supplémentaires concernant les incitations et privilèges figurent dans les documents OMC (2003) et OMC (2007).

85. Afin de pallier les engorgements et le manque d'efficacité des ports turcs, les droits d'exploitation de 13 ports publics gérés par la Direction générale de l'Organisation maritime turque ont été privatisés il y a plusieurs années. La Turquie a également établi des concessions de 36 ans pour trois de ses principaux ports exploités jusqu'à récemment par les Chemins de fer turcs (TCDD), à savoir Mersin (en 2007), Samsun (en 2010) et Bandirma (en 2010). Le processus de privatisation d'autres ports appartenant aux TCDD (à savoir Derince, Iskenderun, Galataport et Izmir) est en cours. De plus, un grand port est en train d'être construit à Çandarlı, qui devrait accueillir les premières marchandises en 2013. Les plans concernant la construction d'un canal de 50 km à l'ouest d'Istanbul pour soulager le trafic dans le détroit du Bosphore se trouvent encore dans une phase précoce.

86. À la fin de 2009, la Turquie comptait 65 chantiers navals et 60 autres chantiers navals étaient en cours de construction. Les principaux chantiers navals se situent à Tuzla et à Yalova (à l'est d'Istanbul). Les chantiers navals turcs ont fonctionné à moins de 50% de leur capacité durant la récente crise et le nombre d'emplois dans le secteur est tombé de 33 500 en août 2008 à 8 000 en janvier 2010. Cependant, le secteur a commencé à se redresser en 2011. La Turquie a également une industrie florissante de construction de bateaux, qui produit toute une gamme d'embarcations, des yoles aux grands bateaux de plaisance (plus de 90 m). La Turquie a exporté des navires et des bateaux de plaisance d'une valeur totale de 1,1 milliard de dollars EU en 2010.

b) Transport routier

87. Le Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications réglemente le transport routier en Turquie, y compris les questions liées à la sécurité routière et les conditions applicables aux exploitants de transport de marchandises, aux agents de transporteurs, aux courtiers et aux entrepôts.<sup>71</sup> Le Ministère établit en outre les qualifications, les droits et devoirs des personnes employées dans le secteur. Les services de transport routier sont fournis par des sociétés privées; une licence d'exploitation délivrée par le Ministère est obligatoire. Le transport transfrontières de marchandises et de passagers est assujéti aux accords bilatéraux ou multilatéraux ou à des permis délivrés par le Conseil des ministres. Les véhicules immatriculés dans un pays étranger ne peuvent pas transporter des marchandises ou des passagers entre deux points du territoire turc. Le parc de transport routier de la Turquie (45 000 véhicules) compte parmi les plus vastes et les plus modernes en Europe. D'après les autorités, les limitations sous forme de quotas de transit appliquées par les pays partenaires continuent d'empêcher l'utilisation efficace des camions turcs.

88. La Direction générale des autoroutes est chargée de la construction, de la maintenance et de l'exploitation des routes. Le réseau routier géré par la Direction générale consiste en 2 236 km d'autoroutes, 31 383 km de routes nationales et 31 459 km de routes provinciales. La Direction générale administre également les centres de péage turcs, percevant des droits de péage manuellement ou automatiquement sur un certain nombre de routes et de ponts. Le transport routier est le mode de transport national préféré et représente plus de 90% du volume du transport de fret et de passagers.<sup>72</sup>

89. La Direction générale a lancé un programme en 2003 visant à moderniser les autoroutes turques pour qu'elles passent d'une chaussée unique à deux chaussées séparées. Pour l'heure, 33% du réseau routier turc est à chaussées séparées. Plusieurs projets de grande ampleur ont été mis sur pied pour moderniser davantage l'infrastructure routière, y compris la construction d'une autoroute de

<sup>71</sup> Le 22 février 2010, la Turquie est devenue partie à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR). Un règlement sur le transport des marchandises dangereuses est entré en vigueur.

<sup>72</sup> La part du transport routier dans le transport du commerce extérieur de la Turquie se situait à 10-12% ces dernières années.

420 km reliant Istanbul à Izmir, le "projet autoroutier Nord Marmara" (qui inclut un troisième pont suspendu au-dessus du détroit d'Istanbul), ainsi qu'un tunnel sous le Bosphore. Des entrepreneurs privés ont été invités à soumissionner pour les projets, qui seront construits sur la base d'un contrat de construction-exploitation-transfert (CET). Les projets d'autoroutes planifiés jusqu'en 2023 totalisent 5 550 km. Il est prévu de financer bon nombre de ces projets au moyen de partenariats privé-public.

c) Transport ferroviaire

90. Les Chemins de fer turcs (TCDD) ont un monopole de droit pour la fourniture des services de transport ferroviaire de passagers et de fret en Turquie. Les TCDD détiennent et exploitent la totalité du réseau ferroviaire. La réorganisation et la restructuration des TCDD déficitaires est un domaine clé de la réforme dans le cadre du neuvième Plan de développement (2007-2013). Comme indiqué plus haut, la gestion de plusieurs ports appartenant aux TCDD a été transformée en accords de concession avec des exploitants privés et d'autres ports sont en cours de privatisation.

91. Le réseau ferroviaire de la Turquie compte 11 940 km de voies. Des investissements énormes ont été effectués ces dernières années pour construire des lignes à grande vitesse entre certaines des grandes villes turques. Des lignes à grande vitesse reliant Ankara à Eskişehir et Konya ont été ouvertes et d'autres projets sont soit en cours de construction, soit planifiés. Le réseau ferroviaire turc est connecté aux réseaux des pays voisins par sept points de passage de frontières. L'achèvement du projet Marmaray, un tronçon de 76 km de train de banlieue et de métro sous-marin traversant le détroit du Bosphore, permettrait à la Turquie de se connecter au réseau transeuropéen de transport et, potentiellement, de devenir une plaque tournante pour le transport ferroviaire de marchandises entre l'Europe, l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

92. Bien que des objectifs ambitieux aient été fixés pour 2023, la part des chemins de fer turcs dans le transport de passagers et de fret reste encore modeste.<sup>73</sup> La poursuite des investissements dans l'infrastructure et le renouvellement du matériel roulant sont censés rendre le voyage et le transport par le rail plus attractifs. La Turquie prévoit également d'ouvrir le secteur à la concurrence, mais l'infrastructure resterait aux mains de l'État. Un projet de législation visant à réformer le secteur ferroviaire est actuellement examiné par le Ministère des transports, des affaires maritimes et des communications.

d) Transport aérien

93. La compagnie aérienne nationale Turkish Airlines, dont l'État détient 49%, continue de dominer le secteur du transport aérien en Turquie. En septembre 2011, Turkish Airlines contrôlait une flotte de 177 aéronefs, y compris six avions de transport de fret exploités par sa filiale Turkish Cargo. Turkish Airlines a rejoint officiellement le groupe mondial Star Alliance en avril 2008. L'établissement de transporteurs aériens privés est autorisé depuis 1983. En plus de Turkish Airlines, la Turquie compte aujourd'hui 19 transporteurs aériens, dont quatre (Onur Air, Pegasus Airlines, SunExpress et AnadoluJet) exploitent une flotte d'au moins 20 aéronefs. Les transporteurs à faibles coûts ont peu à peu consolidé leur présence en Turquie.

94. La Turquie a 67 aéroports au total, dont 47 sont des aéroports civils, parmi lesquels 35 sont ouverts aux vols internationaux. Plusieurs nouveaux aéroports régionaux sont en construction. La Direction générale des aéroports (DHMI) est responsable de la gestion des aéroports et de la fourniture des services de navigation aérienne pour l'ensemble de l'espace aérien turc. Cependant, des

<sup>73</sup> La part du transport ferroviaire dans le transport total est d'environ 5% pour le fret et de 2% pour les passagers. Seul 1% environ du commerce extérieur de la Turquie est transporté par le rail.

entreprises privées ont obtenu des concessions pour gérer l'exploitation des terminaux dans certains des aéroports les plus actifs du pays (à savoir l'aéroport Atatürk d'Istanbul et les aéroports d'Antalya, d'Esenboga (Ankara), d'Izmir Adnan Menderes et de Dalaman).

95. L'accès aux aéroports est réglementé par la Direction de l'aviation civile en vertu des dispositions générales et des dispositions relatives aux aéroports de la Publication d'informations aéronautiques turque, tandis que l'allocation des créneaux incombe à la DHMI depuis mai 2010. Les transporteurs aériens sont autorisés à offrir des vols réguliers vers la Turquie sur la base de la réciprocité dans le cadre d'accords bilatéraux sur l'aviation. Les vols affrétés sont autorisés sur la base de la réciprocité conformément aux règles de la Commission européenne de l'aviation civile. La Turquie a signé des accords bilatéraux de transport aérien avec 121 partenaires. Elle a conclu un accord ciel ouvert avec les États-Unis en 2000. Depuis le dernier examen, elle a conclu un accord bilatéral de transport aérien avec le Canada (en 2009) et paraphé un accord sur l'aviation civile avec l'UE (le 25 mars 2010). Le nouvel accord "horizontal" ne remplace pas les accords bilatéraux existants entre la Turquie et les différents États membres de l'UE, mais les aligne sur le droit communautaire.<sup>74</sup>

#### iv) Tourisme

96. La Turquie est une des principales destinations touristiques du monde; elle occupait le 7<sup>ème</sup> rang pour les arrivées de touristes internationaux (28,6 millions) en 2010, et le 10<sup>ème</sup> pour les recettes tirées du tourisme (20,8 milliards de dollars EU). Elle s'est fixée pour objectif d'atteindre des recettes de 60 milliards de dollars EU grâce à 60 millions d'arrivées de touristes par an d'ici 2023. Si la Turquie est largement considérée comme une destination à faibles coûts dont le secteur touristique en est aux premiers stades du développement, elle met de plus en plus l'accent sur le segment haut de gamme du marché et sur le tourisme à l'année. Comme la majorité des visiteurs provenant de l'UE, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine choisissent la Turquie pour leurs vacances d'été, l'essentiel du secteur revêt un caractère saisonnier très marqué. Les projets visant à prolonger la saison touristique, notamment dans la région d'Antalya, incluent des investissements dans des terrains de golf, des cliniques de soins, des centres commerciaux et des centres de loisirs. Istanbul reste un important centre touristique international toute l'année. En sa qualité de centre culturel et de lieu de congrès, Istanbul a accueilli près de 7 millions de visiteurs étrangers en 2010 et devrait en accueillir quelque 8 millions en 2011.

97. La Turquie est une destination de plus en plus populaire pour le tourisme de santé. D'après l'Institut turc de la statistique, 115 223 personnes sont venues en Turquie pour des raisons médicales en 2010. Depuis 2007, le Ministère de la culture et du tourisme a soutenu des initiatives visant à promouvoir les stations thermales, les villes d'eaux et les centres de santé de la Turquie. À l'heure actuelle, la Turquie compte quelque 270 stations et sources thermales et 385 hôtels environ offrent des services de soins thermaux et de bien-être. Cependant, étant donné que plus de 1 300 sources thermales ont été identifiées dans l'ensemble du pays, les ressources thermales pourraient accueillir un nombre de visiteurs beaucoup plus élevé. Le gouvernement turc est disposé, en conséquence, à fournir un financement pour la promotion et le développement des sites existants et des nouveaux sites.

98. La Turquie ayant abrité de nombreuses civilisations par le passé, le pays compte, selon des estimations, quelque 20 000 monuments et sites d'importance archéologique. La région de l'Anatolie a également de nombreux sites saints berceaux du christianisme et du judaïsme; et le tourisme

---

<sup>74</sup> Il importe de noter qu'en raison de l'importante communauté turque vivant en Allemagne, l'accord de transport aérien entre ces deux pays est *de facto* un accord ciel ouvert.

religieux et culturel est reconnu comme un domaine au potentiel considérable. Depuis 2007, des fonds ont été alloués pour la restauration et la préservation de quelque 150 biens historiques dans tout le pays.

99. S'il est un concept relativement nouveau en Turquie, le tourisme hivernal est perçu comme un secteur potentiellement rentable dans les provinces montagneuses et moins développées de l'est du pays. Deux stations de ski existantes (Palandöken et Sarikamis) sont populaires auprès des touristes amateurs de ski venant de la Fédération de Russie et d'autres pays de la CEI. Cependant, étant donné que ces régions de la Turquie sont peu peuplées, le développement du tourisme hivernal nécessiterait non seulement un investissement dans des remontées mécaniques, des patinoires, des rampes pour le surf des neiges, des pistes de luges, etc., mais aussi dans des infrastructures de base comme des aéroports, des routes et des hôtels. L'alpinisme et le tourisme d'aventure sont aussi envisagés comme activités complémentaires pour prolonger la saison touristique.

100. Le gouvernement accorde un certain nombre de mesures d'incitation pour les investissements dans des installations touristiques, y compris l'attribution de terrains publics dans le cadre de contrats de bail de 49 ans, la fourniture d'eau et d'électricité à des tarifs peu élevés, des exemptions fiscales sur les marchandises importées, ainsi que des exemptions de TVA et d'autres impositions sur les achats de produits locaux. De nombreux projets touristiques sont envisagés sous forme de partenariats public-privé, qui seraient construits dans le cadre de contrats de construction-exploitation-transfert ou sur une base similaire.

#### **v) Construction**

101. Le secteur turc de la construction, initialement orienté vers le marché intérieur et axé sur la construction de propriétés résidentielles, a commencé à se développer dans les années 1980, lorsque des projets d'infrastructure majeurs ont été entrepris en Turquie sous la forme de coentreprises avec des constructeurs étrangers. Actuellement, le secteur emploie quelque 1,5 million de personnes. Il englobe un grand nombre de petites entreprises, en majorité des entreprises familiales, ainsi que quelque 150 grandes entreprises de construction opérant dans le monde entier. Le secteur de la construction représente directement plus de 5% du PIB, mais on estime que ses effets indirects sur l'économie sont considérablement plus importants. La Turquie compte parmi les 12 plus gros fabricants mondiaux de matériaux de construction, tels que le ciment, le verre, l'acier et les carreaux de céramique.

102. La Turquie a environ 200 000 entrepreneurs dans le secteur de la construction. L'exploitation d'une entreprise de construction ne requiert pas de licence en Turquie, à l'exception des licences de construction délivrées par le Ministère de l'environnement et de l'urbanisme pour les projets de construction en cours assujettis à la Loi n° 2886; les travaux de construction d'institutions non assujettis à la Loi n° 4743; les marchés de construction passés par les municipalités sous la forme de construction avec un remboursement forfaitaire; et les travaux de construction de coopératives privées. En vertu du Règlement n° 27787 relatif au Registre des entrepreneurs, des chefs de chantier et des artisans agréés, tous les entrepreneurs devront obtenir un numéro de compétence à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Le règlement prévoit également que tous les projets assujettis à un permis de construction doivent être construits sous la responsabilité d'un entrepreneur. Les normes de construction nationales ont été durcies suite au tremblement de terre de 1999.

103. Au niveau national, les résultats du secteur de la construction reflètent fidèlement la tendance générale de l'économie, mais avec une volatilité beaucoup plus forte (graphique IV.3). Après la crise de 2001, le secteur a tiré profit d'un climat d'investissement stable et de taux d'intérêt réduits. La demande de logements a également été stimulée par la disponibilité du financement à long terme à des conditions attrayantes.<sup>75</sup> La récession économique des années 2008 et 2009 a durement touché le secteur, mais la reprise qui s'en est suivie a été tout aussi spectaculaire. Dans le domaine de l'immobilier commercial, une offre excédentaire temporaire de bureaux et d'espaces commerciaux dans la région d'Istanbul semble avoir été absorbée rapidement grâce à la vigueur retrouvée de l'économie turque.

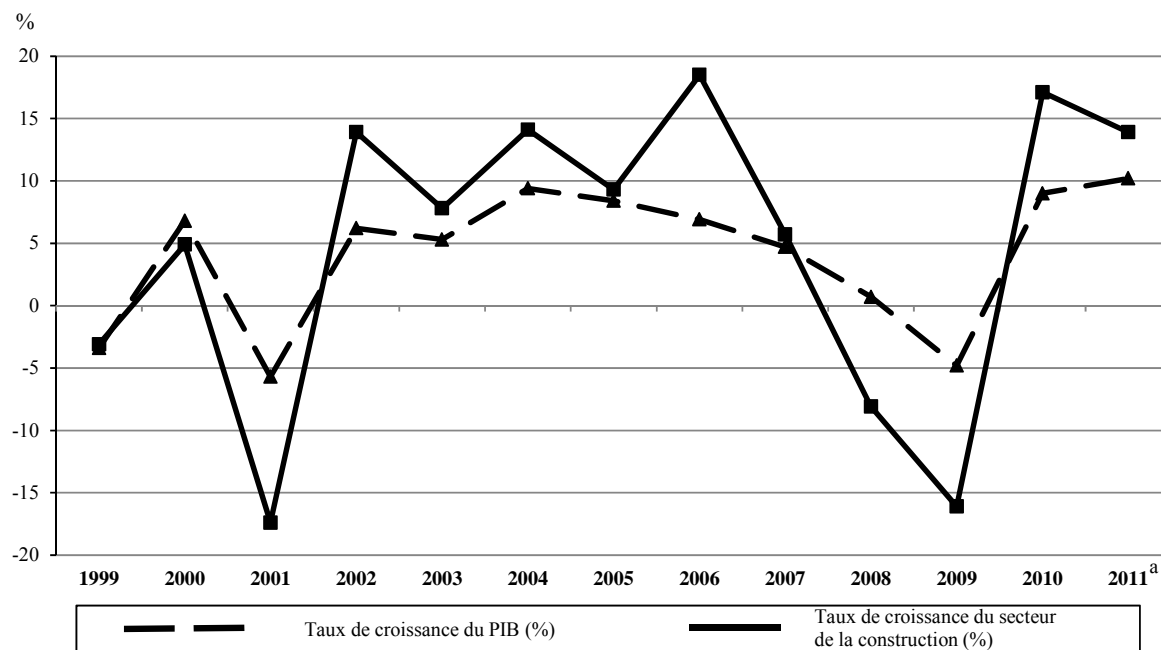
104. À l'étranger, les entrepreneurs turcs ont entrepris environ 6 500 projets pour une valeur totale de 205 milliards de dollars EU au cours des 40 dernières années. Le volume annuel des projets est passé de 2,4 milliards de dollars EU en 2001 et 2002 à plus de 22 milliards de dollars EU par an depuis 2006. Le segment axé sur l'international du secteur de la construction de la Turquie s'est de plus en plus diversifié en termes de marchés, de produits et de modèles de gestion. En 2010, les entrepreneurs turcs ont mené à bien 577 projets dans 50 pays, allant de projets d'infrastructure (routes, ponts, tunnels) à des logements résidentiels, en passant par des installations de sport, des projets liés à l'énergie, des établissements touristiques, etc. Sur le plan géographique, la Fédération de Russie, la Libye, le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Irak ont constitué les principaux marchés, puisqu'ils ont représenté 50% environ du volume des activités.

105. D'après la *Communication relative à la conclusion de marchés à l'étranger* (Communication n° TAU/2007/001), un "certificat de conclusion de marchés à l'étranger", valable pour trois ans, peut être délivré à des entrepreneurs exerçant à l'étranger dans quatre catégories: i) les structures d'ingénierie civile, les usines, les travaux de maintenance et de réparation; ii) la fabrication industrielle et technologique et les travaux d'installation et d'assemblage; iii) les travaux d'exploitation, de gestion et de maintenance; et iv) les services de conception, d'ingénierie et de conseil. Un "certificat temporaire de conclusion de marchés à l'étranger", accordé pour une durée maximale de un an (mais renouvelable à certaines conditions), peut être délivré à des personnes physiques ou morales qui ne satisfont pas aux valeurs de seuils prévues pour les travaux en question, mais qui visent à achever les travaux de construction auxquels elles se sont engagées à l'étranger. Depuis 2003, les entrepreneurs ont obtenu 330 certificats de conclusion de marchés à l'étranger et 526 certificats temporaires.

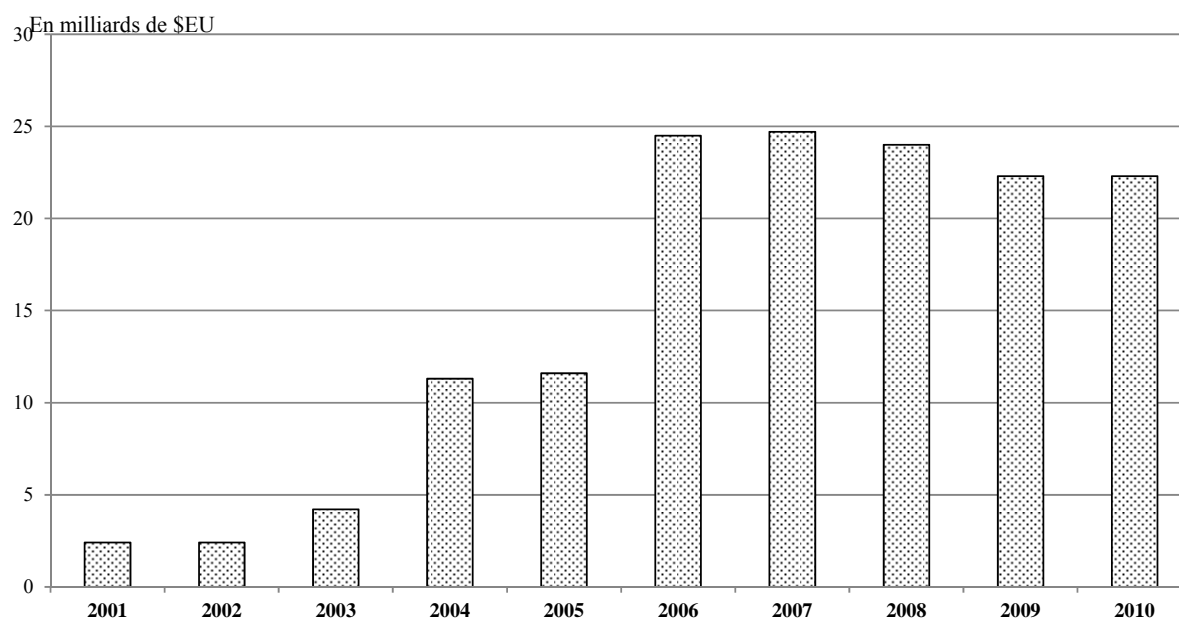
106. Certains entrepreneurs turcs se sont spécialisés dans la construction de types particuliers d'infrastructures, tels que des aéroports internationaux, des voies de chemin de fer et des systèmes de transport urbain.<sup>76</sup> Une autre tendance s'est dégagée, à savoir un intérêt croissant, au sein des entreprises de construction turques, pour l'investissement direct et la gestion de biens immobiliers à l'étranger.

<sup>75</sup> Le volume des prêts immobiliers accordés par le secteur bancaire est passé de 400 millions d'euros en 2003 à 18 milliards d'euros en 2008 (BRSA (2009)). Les banques turques exigent un capital minimal de 25% de la part du propriétaire du logement pour accorder un prêt hypothécaire (DEIK, 2011).

<sup>76</sup> Les entreprises de construction sont classées par les chambres affiliées de l'Union des chambres et bourses de commerce conformément aux codes NACE de l'UE.

**Graphique IV.3****a) Secteur de la construction en Turquie, 1999-2011**

a Premier trimestre.

Source: Renseignements en ligne de l'Association turque des entrepreneurs. Adresse consultée: [http://www.tmb.org.tr/doc/Turk\\_Yurtdisi\\_Muteahhitlik\\_Hizmetleri\\_en.doc](http://www.tmb.org.tr/doc/Turk_Yurtdisi_Muteahhitlik_Hizmetleri_en.doc).**b) Activités internationales des entrepreneurs turcs, 2001-2010****Valeur annuelle des projets**

Source: Association turque des entrepreneurs.





**BIBLIOGRAPHIE**

AIE, Energy Policies of IEA Countries, Turkey 2009 Review. Adresse consultée: [http://www.iea.org/publications/free\\_new\\_Desc.asp?PUBS\\_ID=2276](http://www.iea.org/publications/free_new_Desc.asp?PUBS_ID=2276).

BRSA (2009), Structural developments in banking, Issue 4, décembre. Adresse consultée: [http://www.bddk.org.tr/WebSitesi/english/Reports/Structural\\_Developments/8938strdevinban09.pdf](http://www.bddk.org.tr/WebSitesi/english/Reports/Structural_Developments/8938strdevinban09.pdf).

CNUCED (2011), *World Investment Report 2011*, juillet, Genève. Adresse consultée: <http://www.unctad.org>.

DEIK (2011), Turkish Business Outlook, 18 septembre.

Direction générale des entreprises d'État (2008), *2007 Public Enterprises Report*. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.tr/irj/go/km/docs/documents/Treasury%20Web/Research&Data/Reports/State%20Owned%20Enterprises%20Reports/2007\\_Public\\_Enterprises\\_Report.pdf](http://www.treasury.gov.tr/irj/go/km/docs/documents/Treasury%20Web/Research&Data/Reports/State%20Owned%20Enterprises%20Reports/2007_Public_Enterprises_Report.pdf).

Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (non daté), Instrument for Pre-Accession Assistance Rural Development (IPARD) Programme. Renseignements en ligne de la Commission européenne. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/turkey/ipa/tk5\\_tk\\_ipard\\_programme\\_2007\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/turkey/ipa/tk5_tk_ipard_programme_2007_en.pdf).

OCDE (2010a), *Agricultural Water Pricing: Turkey*, Cakmak, Erol H. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/26/21/45016347.pdf>.

OCDE (2010b), *Études économiques: Turquie*, septembre. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/23/10/45951718.pdf>.

OCDE (2011a), *Politiques agricoles: suivi et évaluation 2011 – Pays de l'OCDE et économies émergentes*, Partie II, Paris. Adresse consultée: <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/fulltext/5111031ec020.pdf?expires=1317980850&id=id&accname=ocid195767&checksum=7E96407D145A076DAD284F2A7B9F4ECF>.

OCDE (2011b), *Évaluation des réformes de la politique agricole en Turquie*, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264113220-en>.

Office des céréales (2011), *Grain Report for the Year 2010*. Adresse consultée: [http://www.tmo.gov.tr/Upload/Document/yayinlar/2010\\_Hububat\\_Raporu\\_ING.pdf](http://www.tmo.gov.tr/Upload/Document/yayinlar/2010_Hububat_Raporu_ING.pdf).

Office national de planification (2009), Strategy and Action Plan for Istanbul Financial Center (IFC-Istanbul), Ankara, octobre. Adresse consultée: [www.ifm.gov.tr/Shared%20Documents/Strategy%20and%20Action%20Plan%20for%20IFC%20Istanbul.pdf](http://www.ifm.gov.tr/Shared%20Documents/Strategy%20and%20Action%20Plan%20for%20IFC%20Istanbul.pdf).

OMC (1998), *Examen des politiques commerciales: Turquie*, Genève.

OMC (2003), *Examen des politiques commerciales: Turquie*, Genève.

OMC (2007), *Examen des politiques commerciales: Turquie*, Genève.

OMC (2009), *Statistics Database, Trade Profiles: Country Profile: Turkey*, Genève. Adresse consultée: <http://stat.wto.org/countryprofile/wsdbcountrypfview.aspx?language=turkey=e&country=tr>.

Service commercial des États-Unis (2011), *Doing Business in Turkey: 2011 Country Commercial Guide for US Companies*. Adresse consultée: <http://export.gov/turkey/doingbusinessinturkey/index.asp>.

Service des relations agricoles avec l'étranger, Département de l'agriculture des États-Unis (2011), *Turkey Exporter Guide 2010*, avril. Adresse consultée: [http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Exporter%20Guide\\_Ankara\\_Turkey\\_2-4-2011.pdf](http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Exporter%20Guide_Ankara_Turkey_2-4-2011.pdf).

Sous-Secrétariat au Trésor, State Owned Enterprises Statistics. Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.tr/irj/portal/anonymouse?NavigationTarget=navurl://263c93ab665e50500557fe7606abf8f&LightDTNKnobID=-1969438794>.

UE (2010), *Turkey 2010 Progress Report*, Document de travail des services de la Commission, SEC(2010) 1327 – accompagnant la *Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Stratégie d'élargissement et principaux défis 2010-2011*, COM(2010) 660, novembre, Bruxelles.

UE (2011), *Turkey 2011 Progress Report*, Document de travail des services de la Commission, SEC(2011) 1201 – accompagnant la *Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Stratégie d'élargissement et principaux défis 2011-2012*, COM(2011) 666, octobre, Bruxelles.

USTR (2011), *2011 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers: Turkey*. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2011-0>.